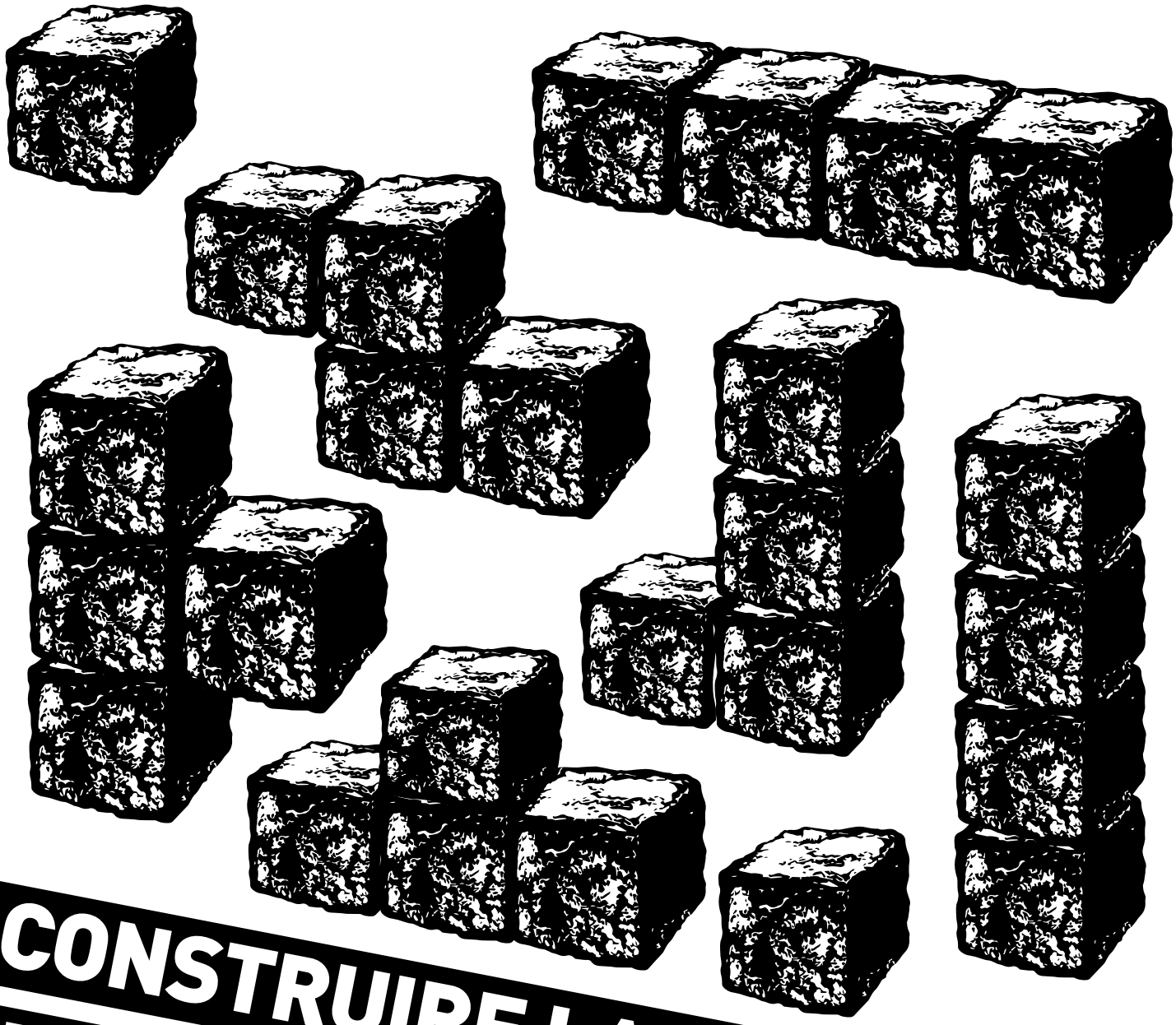
LES CAHIERS D'AUTONOMIE DE CLASSE A2C 05

NOVEMBRE 2022

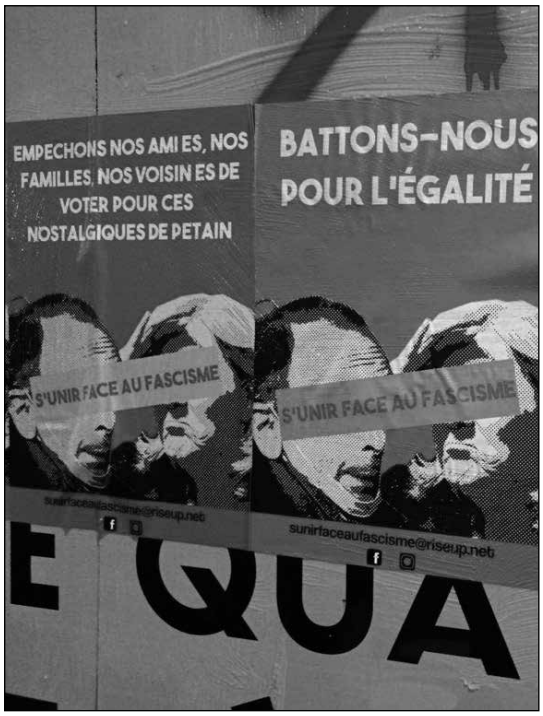


CONSTRUIRE LA CONFIANCE EN NOUS POUR DÉVELOPPER LA PUISSANCE POUR NOUS

ÉDITO DE LA CONFIANCE – EN NOUS – ET DE LA PUISSANCE – POUR NOUS !

Ce qui s'est passé à Rennes ces dernières semaines est assez intéressant pour aborder la question de la confiance. La confiance en soi, la confiance en nous. individuelle et collective. C'est une question qui traverse le groupe Autonomie de classe depuis ses premières réflexions en 2016. Alors que les rassemblements sur des bases racistes à Toulouse, Paris, Lyon, Strasbourg et dans de nombreuses autres villes n'ont pas vu d'opposition organisée dans la rue, il semblerait que seul un rassemblement contre les fascistes ait été appelé. C'était à Rennes. Cette exception n'est pas un hasard. L'absence de réaction massive est certainement due à une perte de repères face au prétexte utilisé par les groupes fascistes partout en France. En effet, difficile de se rassembler contre des marches blanches suite à l'assassinat d'une enfant. Sauf que leurs rassemblements avaient pour unique but de renforcer l'idée que l'immigration et ce qui n'est pas français seraient synonymes de danger.

Malgré tout, à Rennes, il n'a pas été simple d'avoir cette discussion du fait d'un manque de cadre approprié pour une initiative large et rejoignable. Par là, je veux dire une initiative non groupusculaire, ouverte à la majorité de la population et non réservée à des militant·es pour qui la bagarre de rue est la première option tactique. Malgré tout, en moins de deux jours, la réaction est venue du collectif féministe dans lequel je milite, appuyé par des militantes syndicales et politiques. Une réunion d'urgence a été organisée et la décision a été prise de réagir dans la rue à l'occupation de l'espace public par les fascistes, car c'est bien à ça qu'il faut s'opposer. Pour la santé du mouvement, il ne faut pas leur laisser la place. Jamais, sous aucun prétexte. Et si l'initiative a été prise par notre collectif, c'est aussi parce que le mouvement feministe commence à intégrer des réflexes face à l'extrême droite qui cherche à détourner nos revendications à des fins racistes.



Collage la veille du rassemblement de l'extrême droite à Rennes.

De l'importance de ne pas partir perdant·es

C'était la première fois qu'à Rennes, plusieurs groupes nationalistes, racistes, royalistes, fascistes, appelaient à se rassembler dans la rue. Même durant les présidentielles, ils n'avaient jamais osé appeler à des rendez-vous publics. Avant leur rassemblement, il a fallu argumenter :

– rappeler que nous sommes plus nombreux·ses qu'eux ;

– exposer notre responsabilité à nous réunir : si personne ne prend les devants, nous pouvons et devons le faire car tout le monde est concerné par le danger fasciste ;

– insister sur le fait que le débat ne portait pas à ce moment sur le deuil de la famille de l'enfant assassinée, mais bien sur la présence dans l'espace public de dizaines d'hommes aux velléités d'écrasement de notre camp ;

> *Il est nécessaire que l'antifascisme soit à la base de notre culture commune en tant que classe, partagée par l'ensemble de nos proches, de nos familles, militant·es ou non.*

– convaincre que la peur ne doit pas être de notre côté, et que nous devons être là en famille, proposer le rassemblement à tout le monde parce que l'antifascisme doit être un dénominateur commun, la base de la conscience politique, et non le nec plus ultra du militant qui connaît tout en politique. Il est nécessaire que l'antifascisme soit

Rassemblement contre l'extrême droite le 22 octobre à Rennes.

Et si on veut faire en sorte que le nombre de personnes qui défendent des positions racistes dans la rue diminue, il va falloir continuer d'argumenter, au sein de nos collectifs et de nos syndicats, avec patience et détermination, pas le choix. Et ne pas séparer l'économique du politique.

à la base de notre culture commune en tant que classe, partagée par l'ensemble de nos proches, de nos familles, militant·es ou non.

Nous n'avons pas réussi à les en empêcher. Mais nous étions plus qu'eux – d'autant plus qu'une partie d'entre eux était d'ailleurs venue d'Angers pour épauler la section de l'Action française et de Génération Z de Rennes.

Le poids des arguments

Pour en arriver là, il fallait prendre l'initiative et avoir confiance dans le fait que tout le monde n'est pas acquis à l'extrême droite. Prendre le temps d'argumenter. Ne pas avoir de posture morale du type « si tu ne viens pas, c'est que tu n'est pas antifasciste / une bonne personne ». Laisser la place au doute, à l'expression d'avis contraires. Tout en évitant que l'inertie et la facilité sur le court terme ne gagnent pas sur les militant·es les plus convaincu·es. Et si on veut faire en sorte que le nombre de personnes qui défendent des positions racistes dans la rue diminue, il va falloir continuer d'argumenter, au sein de nos collectifs et de nos syndicats, avec patience et détermination, pas le choix. Et ne pas séparer l'économique du politique. Ne pas cantonner notre activité dans les contre-pouvoirs à des questions de revendications sectorielles.

Les personnes à qui nous distribuions le tract contre l'extrême droite ce jour-là ont eu des réactions intéressantes. Certaines, qui comptaient aller à la « marche blanche » sur la base de leur émotion ressentie après le meurtre de cette enfant, en arrivaient à douter de la sincérité de l'initiative. D'autres qui passaient par là sans être au courant de notre initiative nous ont rejoint et étaient soulagées que nous soyons là car elles avaient peur de leur présence, étaient dégoûtées à l'ouïe de leurs slogans, écœurées par leur banderole. Des remerciements et des encouragements ont été échangés. Ce que cette situation me fait dire, c'est que la confiance se construit : elle n'apparaît pas comme par magie. Je repense à un militant de la CGT à Toulouse qui me disait l'an dernier *« si les fascistes organisent une manifestation à Toulouse, nous serons des milliers. Je faisais partie des organisateurs des manifestations anti Le Pen au début des années 2000 »*. Je lui avais rétorqué que c'était une période où il pouvait encore profiter de tout le travail antifasciste des années 1990. Dont acte. Les fascistes ont pu se rassembler à 200 à Toulouse sans être inquiétés à un seul moment.

Nous avons fait face dans les jours précédant notre rassemblement à des personnes qui, bien que souhaitant une autre société sans racisme et sans violences, trouvaient plus judicieux de *« ne pas s'attarder sur les fascistes si on ne les aime pas »*, ou alors *« j'ai vu ce qu'ils ont fait à Lyon, ça me fait peur »*. Sur le même marché, d'autres personnes avaient des réactions encourageantes : *« s'ils viennent dans notre quartier, on les vire »*. Maintenant, il s'agit de ne pas attendre que les fascistes viennent dans nos quartiers pour les virer, puisqu'on sait que s'ils prennent trop la confiance, ils peuvent faire beaucoup plus mal que ce qu'on aimerait croire.

Prendre la confiance

La confiance de notre classe passe par la confiance des individus qui la composent. Et cette confiance doit pouvoir s'exprimer dans les moments où la

Tant que nous ne sommes pas en train d'opérer un mouvement impliquant une majorité incontestable de la population, l'objectif de chaque moment de mobilisation pourrait ainsi être qu'il nourrisse le suivant, ne nous isole pas de la majorité de la population, que nous puissions convaincre de nouvelles personnes, et que la fois suivante, nous soyons encore plus.

conflictualité de classe est mise à nue : piquets de grève chez Total, manifestations de centaines de milliers voire millions de personnes contre la Loi Travail ou durant les Gilets jaunes, blocages de navires qui livrent des armes dans le port de Marseille, émeutes de centaines de lycéen·nes contre l'expulsion d'un lycéen sans-papier, occupations d'écoles par les familles sans-logement avec les profs, arrêt des cours par des lycéen·nes suite à un contrôle policier raciste à Londres, sabotage d'une canalisation d'une méga-bassine qui pompe les nappes phréatiques dans les Deux-Sèvres durant un weekend de mobilisation de plusieurs milliers de personnes…

Tant que nous ne sommes pas en train d'opérer un mouvement impliquant une majorité incontestable de la population, l'objectif de chaque moment de mobilisation pourrait ainsi être qu'il nourrisse le suivant, ne nous isole pas de la majorité de la population, que nous puissions convaincre de nouvelles personnes, et que la fois suivante, nous soyons encore plus. Toute une gymnastique de la confiance existe entre les individus et la classe. Évidemment, il est plus simple d'avoir confiance en tant que patron ou ministre, quand à coup de millions ou de milliards, ou protégé par son poste, on se paie des milices, des armes, des médias, des agences de communication… Pour autant, même Edouard Philippe en conférence aux Mardis de l'Essec l'avoue, le rapport de forces existe. Certes, il est le plus souvent en leur faveur, alors il peut en parler avec détachement et légèreté, mais il existe. Et ils ne font pas toujours ce qu'ils veulent.

Les tentations délégataires et les tentations de l'isolement

Mais alors, comment se construit et se renforce notre confiance ? Comment ne pas la réduire en miettes après une période de grèves aussi intenses ? Comment ne pas oublier ce qui s'est passé ces derniers temps ? Les grèves dans les raffineries paraissent comme déjà hors de propos en ce mois de novembre si on écoute les médias dominants qui mettent sur le même plan les résultats d'une course automobile et les pics de chaleur du mois d'octobre. Pourtant, les grèves sont toujours là, encore éparses sur le territoire et appelées sans continuité par des syndicats qui sont éparpillés entre les élections professionnelles et la construction de la grève. La Nupes prend les devants, appelle à une date, on entend dans les médias de masse les porte-paroles de la CGT, et nous avons l'impression, même dans nos rangs, que c'est déjà la fin. Que le 10 novembre, il n'y aura pas grand chose. Mais la grève ne se décrète pas. Ce serait trop simple. Qui avait prédit le mouvement des Gilets jaunes ? Qui avait prédit que le 30 mai 2020, une manifestation de 10 000 personnes sans-papiers allait braver les interdictions de manifester et serait la premiere manifestation de la période de confinement ? À l'inverse, qui avait prédit qu'il n'y aurait pas de réactions larges suite à deux meurtres commis par l'extrême droite en plein Paris en 2022 ? L'histoire est ce que nous faisons. Pas uniquement, et loin de de là, l'histoire de ce que fait la bourgeoisie et nos ennemis.

Je pense que nous devons aussi intégrer la confiance de nos adversaires dans l'équation des origines de notre insécurité ou de nos peurs. Et inversement, quand on prend confiance et qu'on gagne en puissance, le gouvernement, le patronat, l'extrême droite faiblissent, pâlissent, bredouillent. Les allers-retours entre les coups que l'on prend et les coups que nous pouvons donner semblent s'accélérer. Ce n'est pas par méchanceté que nous prenons des coups. Ce n'est pas une question morale. Le gouvernement et le patronat, même avec des millions, ne veulent pas et ne peuvent pas, répartir les richesses, puisque le fonctionnement du capital repose sur l'accumulation infinie et la concurrence comme règle du marché.

Nous pourrions appliquer ce que porte Gérald Darmanin : *« Soyons méchants avec les méchants, et gentils avec les gentils »*. Sauf que nous savons que les personnes qu'il tente de nous faire intégrer comme « méchantes », sont designées à partir de critères racistes, quelles que soient les descriptions mobilisées : la situation administrative pour pointer les sans-papiers, la religion pour pointer les musulman·es, ou la supposée étrangéité en tant que personnes non-blanche. Et si nous voulons être très méchants avec les méchants, et vraiment gagner, il n'y a pas de raccourcis. En revanche, il y a deux écueils que nous retrouvons régulièrement :
– la perte d'autonomie de notre classe par la délégation systématique de nos affaires à des élu·es, aussi bien intentionné·es soient ces élu·es,
– l'enfermement dans des logiques groupusculaires en voulant créer une utopie révolutionnaire dans le maintenant, tout de suite, ou en ignorant la majeure partie de la population qui pourrait basculer dans le camp de l'embrasement de la colère.

À ce titre, l'implication sur les lieux de travail, dans les lieux d'étude, dans les quartiers sera essentielle, de même que la confiance avec laquelle notre classe se saisira de ses combats. Chaque personne qui reprend confiance dans sa capacité à agir, chaque personne qui s'organise, est une personne qui renforce notre capacité collective à gagner. Ce sera donc, comme toujours, la première des batailles à mener.

Bonne lecture de ce numéro #05 !

SOLEN FERRANDON-BESCOND, RENNES

Et inversement, quand on prend confiance et qu'on gagne en puissance, le gouvernement, le patronat, l'extrême droite faiblissent, pâlissent, bredouillent. Les allers-retours entre les coups que l'on prend et les coups que nous pouvons donner semblent s'accélérer.

Marine Summercity / CQFD

ASSEMBLÉE ANTIFASCISTE DE MARSEILLE

UNE EXPÉRIENCE VITALE

Retour sur les origines de la constitution de l'Assemblée antifasciste de Marseille en janvier 2022 et sur les expériences qui ont été menées depuis sa création avec deux de ses membres.

Quand cette assemblée a-t-elle été créée ? Combien de personnes réunit-elle ? Qui en a été à l'initiative et à partir de quels constats ?

À partir de l'automne 2021, une assemblée révolutionnaire a été lancée et se réunissait une fois par mois. Elle était plutôt composée du milieu autonome du centre-ville marseillais, des gens qui se présentaient comme individus plutôt que comme appartenant à une organisation. L'idée de ces assemblées révolutionnaires, c'était d'avoir des temps de discussions collectives et puis petit à petit on s'est dit qu'on pourrait aussi imaginer des actions. C'était enthousiasmant car il y avait quand même beaucoup de monde. Mais il faut dire que ça partait un peu dans tous les sens car même si les personnes venaient d'un milieu politique proche, les envies étaient très diverses.

Fin novembre 2021, Zemmour décide de venir passer deux jours à Marseille. L'information fuite de la part de journalistes une semaine avant sa venue. À partir de là, grosse réaction dans l'urgence : l'information est diffusée sur *Mars-infos autonomes*, un site militant local, avec un appel à se réunir en assemblée le lendemain pour réagir. On se retrouve pour discuter deux jours avant l'arrivée de Zemmour à 80, entassé·es dans un local squatté qui héberge

C'est inattendu et incroyable d'être autant à se mobiliser en si peu de temps ! On marche vers l'hôtel où Zemmour est censé passer la nuit puis devant le bistrot où il va manger. Toute cette séquence, c'est un moment super fort !

d'habitude un atelier vélo. Déterminé·es à ne pas laisser un fasciste de son genre tranquillement parader dans notre ville, on décide de le harceler : l'idée c'est d'être là partout où il se trouve, dès qu'on a l'information (le tout retransmis en direct sur *Mars-Infos*), pour l'empêcher de s'exprimer[1].

Le jour de son arrivée, on est une bonne cinquantaine à l'attendre à la gare Saint-Charles, mais finalement il décide de s'arrêter juste avant à Aix-en-Provence, et de finir son trajet plus discrètement en voiture. Le soir même, une manifestation prévue à 18 h réunit un bon millier de personnes dans les rues du centre-ville. C'est inattendu et incroyable d'être autant à se mobiliser en si peu de temps ! On marche vers l'hôtel où il est censé passer la nuit puis devant le bistrot où il va manger. Toute cette séquence, c'est un moment super fort !

Cet épisode a redonné beaucoup de force collective, et lors de l'assemblée révolutionnaire qui a suivi, plusieurs personnes ont exprimé l'envie de s'organiser spécifiquement sur les questions antifascistes, d'autant plus avec le personnage de Zemmour qui polarise encore plus les débats.

De plus, la séquence électorale allait bientôt s'ouvrir et on était quelques un·es à se dire que c'était important d'avoir un cadre antifasciste à proprement parler, au-delà de l'assemblée révolutionnaire : de là est née l'assemblée antifasciste en janvier 2022. On était une cinquantaine lors de la première. Sur le reste de l'année, les effectifs ont fluctué mais on est en moyenne une trentaine à venir régulièrement.

Quel est le fonctionnement de l'assemblée ?

En janvier, lors de la première assemblée, on a discuté du cadre et des objectifs qu'on se donnait.

C'était clair qu'il y avait une volonté de mélanger action et réflexion. On souhaitait à la fois ouvrir un espace de formation politique en revenant sur des bases théoriques comme la définition du fascisme. Pour autant, on ne voulait pas se limiter à parler : on voulait aussi agir concrètement. De plus, on voulait éviter d'être uniquement dans la réaction et pouvoir proposer des choses constructives à moyen et long termes.

C'était aussi clair qu'on considérait que l'antifascisme est l'affaire de tou·tes et c'est pour cela que l'assemblée devait être ouverte à tout le monde, en garantissant un cadre avec un minimum de bienveillance et qui évite autant que possible des codes du milieu militant, par exemple en revenant sur les termes utilisés afin d'éviter les fausses évidences. Au début de chaque assemblée, on fait un point agenda qui permet de se partager les informations sur des événements militants qui vont avoir lieu dans le mois.

Depuis sa création, l'assemblée a lieu une fois par mois (à l'exception de la pause estivale) et

On souhaitait à la fois ouvrir un espace de formation politique en revenant sur des bases théoriques comme la définition du fascisme. Pour autant, on ne voulait pas se limiter à parler : on voulait aussi agir concrètement.

l'information est diffusée sur *Mars-Infos*, le compte Instagram de l'assemblée et sur une liste de diffusion signal. Pour les événements qu'on organise dans l'espace public, on colle des affiches et parfois on tracte en amont.

Les assemblées ont lieu à Dar, un lieu culturel loué et qui soutient pas mal d'événements militants, ou au Snack, un squat d'activité ouvert depuis 2 ans. Ces deux endroits sont quand même marqués politiquement : c'est les endroits où se retrouvent généralement les militant·es autonomes du centre-ville de Marseille. On le dit parce que ça pose des limites concernant l'ouverture réelle des assemblées.

Qu'avez-vous fait ces derniers mois ?

Suite à la première assemblée de janvier, on a décidé de créer des groupes de travail. Un de ces groupes s'est centré sur l' aspect théorique : on se donnait rendez-vous la semaine précédant l'assemblée pour arpenter des textes sur le fascisme afin de faire des restitutions de ces lectures en grand groupe. Malheureusement ça n'a pas tenu dans la durée car c'était assez lourd en termes de charge de travail car on n'était pas beaucoup et puis c'était chronophage lors des assemblées. La nécessité de réagir à l'actualité a pris le pas en termes d'énergie.

En termes d'événements publics, on a notamment organisé une projection du film *« Un racisme à peine voilé »* de Jerôme Host. C'était au moment

où le collectif des Hijabeuses se mobilisait contre l'amendement interdisant le port du voile en compétition sportive. Une cinquantaine de personnes sont venues et notamment des gens extérieurs à l'assemblée. Les discussions étaient intéressantes.

Au printemps, on a organisé plusieurs contre-rassemblements contre la venue de figures de l'extrême droite locale comme Stéphane Ravier et Gilbert Collard. C'était aussi la période très tendue de l'élection présidentielle, on a donc organisé les manifestations de l'entre-deux tours et post-résultats. À cette période, il y avait une réflexion au sein de l'assemblée de se concentrer sur un appel large pour un 1er Mai combatif et massif autour du mot d'ordre *« nos luttes sont vitales »* mais au final pas mal de personnes se sont mises sur l'organisation des manifestations de l'entre-deux tours et post-résultats plutôt que sur celle du 1er Mai donc on est retombé·es dans une dynamique de court terme et pas très massive car on était en réaction et on a agi dans l'urgence.

On a quand même organisé une assemblée spécifique sur le sujet du 1er Mai en appelant d'autres organisations à venir pour en parler. On souhaitait sortir du centre-ville pour que d'autres personnes puissent se joindre à nous dans l'organisation. On est donc allé·es à l'Après M, un lieu occupé dans les quartiers Nord de Marseille. Au final,on était une cinquantaine mais quasiment personne du quartier ne s'est joint à nous car on n'avait pas fait le travail de communication nécessaire. Le 1er Mai on a tenu un cortège antifasciste et antiraciste, ce qui était déjà bien mais on aurait voulu être plus nombreux·ses.

Lors de l'assemblée suivante, en mai, on a discuté de la pertinence de se rallier à la campagne Antiracisme et Solidarité qui avait débuté le 18 décembre. On trouvait ça important d'organiser une mobilisation antiraciste. Quelques membres de l'assemblée ont donc appelé un certain nombre d'organisations, associations, collectifs et syndicats à se réunir pour organiser quelque chose de commun le 11 juin. Comme il y a peu de cadres unitaires à Marseille, ça a intéressé les gens. Une manifestation s'est tenue, avec diverses prises de paroles devant des lieux symboliques du racisme structurel dans le centre-ville : violences et crimes policiers, mort·es aux frontières et en mer, statues coloniales, absence d'hébergement pour les mineur·es isolé·es étranger·es… [2]

Tout ça a eu lieu en dehors de l'assemblée antifasciste à proprement parler, mais des militant·es de l'assemblée ont été à l'initiative de ce cadre unitaire et s'y sont présenté·es comme tel·les. Le 11 juin était une réussite et cette inter-organisation existe d'ailleurs toujours.

Quelles sont les perspectives pour votre assemblée dans les temps à venir ?

Depuis sa création, l'assemblée antifasciste a permis que des militant·es déjà organisé·es se retrouvent, échangent et lancent des initiatives sur un temps donné et un espace limité. Mais on souhaiterait s'ouvrir davantage sur d'autres milieux en se mettant en lien avec des associations et des collectifs avec qui on n'a pas forcément l'habitude de travailler. Par exemple, on aimerait se rapprocher des associations qui travaillent sur la mémoire des luttes, comme le collectif Ibrahim Ali, jeune tué par des colleurs du FN en 1995 ; ou bien aborder des groupes de supporters de l'OM, connus pour leur convictions antiracistes et antifascistes.

Ça va avec cette idée d'arrêter de n'agir qu'en réaction aux événements organisés par l'extrême droite : on a envie de construire des choses avec notre agenda propre, qu'il s'agisse de manifestations ou d'un tournoi de foot antifascistes et antiracistes, ou plein d'autres types d'évènements.

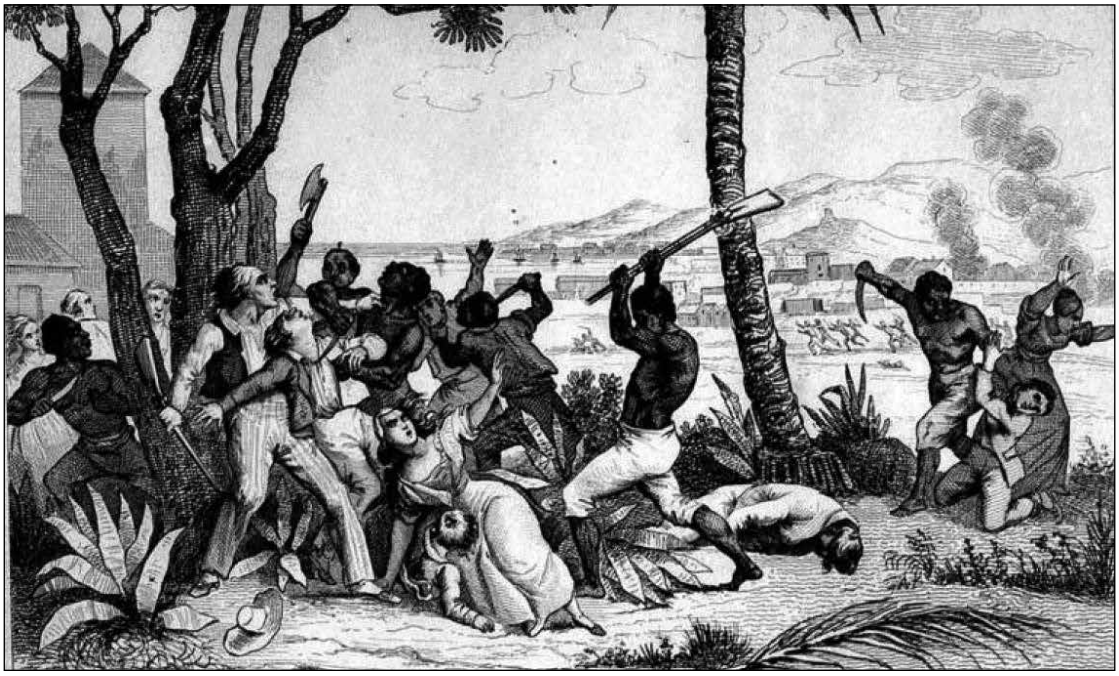
Ça va avec cette idée d'arrêter de n'agir qu'en réaction aux événements organisés par l'extrême droite : on a envie de construire des choses avec notre agenda propre, qu'il s'agisse de manifestations ou d'un tournoi de foot antifascistes et antiracistes, ou plein d'autres types d'évènements.

On a aussi constaté que c'était difficile en termes d'organisation d'être une assemblée et pas un collectif car on perd en continuité. On a aussi décidé de modifier la régularité des assemblées et de passer à un rythme de 2 fois par mois. Cela nous permet d'alterner les discussions organisationnelles et les discussions de fond. Avec ce format, on peut aussi revenir plus facilement sur les choses qu'on a organisées et avoir une approche plus réflexive et critique. Ça nous permet de pousser plus loin les discussions. En septembre on était 35 personnes à l'assemblée de rentrée et depuis on est une vingtaine à s'investir régulièrement.

PROPOS RECUEILLIS PAR KIM ATTIMON, RENNES

1 – Tout est encore disponible sur cet article https://mars-infos.org/c-est-la-chasse-au-fascisme-6041

2 – Lire le compte-rendu de cette journée marseillaise du 11 juin ici : https://mars-infos.org/retour-de-la-manifestation-6414



Révolte esclaves à Saint-Domingue, 1791.

LUTTER CONTRE LE RACISME, UNE NÉCESSITÉ POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES !

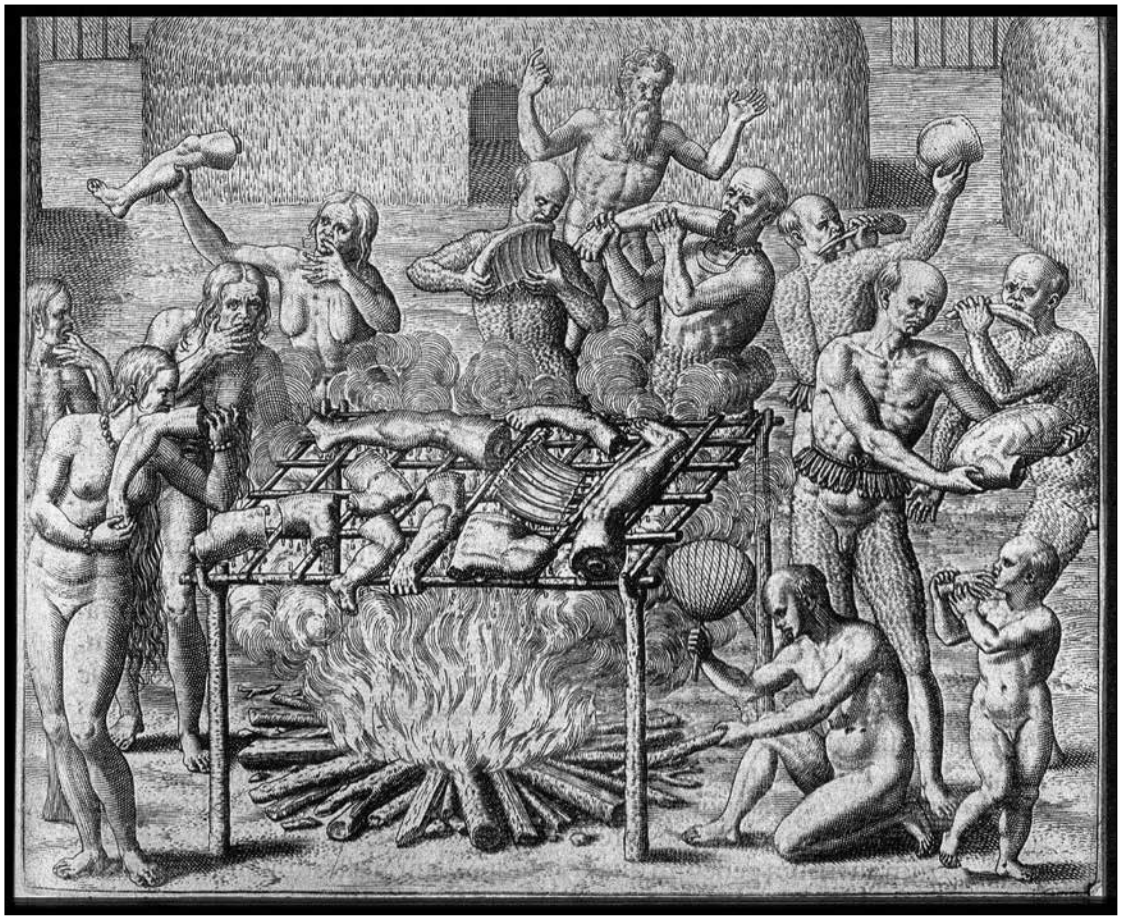
«Le capital vient au monde suant le sang et la boue par tous les pores» (Marx, K, *Livre I.*, p. 772)

Le racisme, en tant qu'oppression systémique, ne cesse de se renforcer. La surenchère quotidienne entre les propos tenus par l'extrême droite et par les ministres du gouvernement le banalise. Ainsi, chaque année, toujours plus de migrant·es meurent en mer, les meurtres policiers ne cessent de croître et l'islamophobie devient le fond de commerce récurrent des politiques dirigées par les classes dirigeantes. Mener un combat politique antiraciste et développer des cadres de lutte nécessite d'analyser les bases mêmes de son développement et de ces liens intrinsèques avec le développement historique du capitalisme.

Le capitalisme est né des cendres du système féodal. Mais il ne s'est pas développé de lui-même, comme l'évolution naturelle de ce système, de même que le servage, sur lequel le système féodal reposait, ne s'est pas évaporé grâce à la « transition » capitaliste. Au contraire, le capitalisme est apparu comme une révolution politique et sociale en réponse à la crise de la féodalité, qui se traduisait par des révoltes acharnées des paysan·nes refusant leur asservissement et qui élaboraient dans le même temps des modèles de vie communautaire. À la fin du 14e siècle, grâce à des décennies de luttes sociales, l'asservissement à la terre, donc le système féodal, a quasiment disparu, et le rapport de forces est en faveur de la paysannerie d'Europe. Il bascule en sa défaveur suite à l'expropriation des terres et à l'accumulation primitive : les terres européennes sont clôturées et privatisées alors même que les terres américaines sont colonisées, permettant ainsi une marchandisation des rapports sociaux qui transforme les différences de revenus en différences de classe, ainsi que la concentration de richesses et la division de la classe ouvrière naissante, nécessaires à l'émergence du système capitaliste.

Des idées, partagées au sein de notre camp social, en découlent : le racisme serait antérieur au système capitaliste (il ne disparaîtrait donc pas avec le capitalisme), et les travailleur·ses blanc·hes bénéficieraient du racisme, excluant de fait les travailleur·ses racisé·es du monde du travail dominant.

Alors même que le capitalisme repose sur l'exploitation des travailleur·ses et des peuples colonisés, le mythe persiste que le capitalisme aurait tout de même libéré les travailleur·ses, autrefois serfs, du



Théodore de Bry, America Tertia Pars, 1592.

travail servile en vigueur sous le système féodal, puisqu'iels seraient désormais libres de vendre ou non leur force de travail. Ce mythe va de pair avec celui que notre société progresse au fur et à mesure de l'histoire, en déconstruisant progressivement un racisme qui aurait existé de tout temps et qui serait inhérent à la condition humaine. Des idées, partagées au sein de notre camp social, en découlent : le racisme serait antérieur au système capitaliste (il ne disparaîtrait donc pas avec le capitalisme), et les travailleur·ses blanc·hes bénéficieraient du racisme, excluant de fait les travailleur·ses racisé·es du monde du travail dominant.

Or l'histoire du capitalisme, et l'analyse des conditions nécessaires à sa mise en place comme système mondial, montrent que ces idées sont fausses, et que le racisme est au contraire une caractéristique des sociétés capitalistes, qu'il est inhérent au capitalisme même et que les conditions qui le génèrent sont constamment renouvelées en fonction des crises du système.

Le racisme, en tant qu'oppression structurelle et systémique, naît donc de la nécessité, pour le système capitaliste, de naturaliser l'exploitation des populations asservies et de justifier, par conséquent, l'utilisation d'une force de travail servile. Il est en cela un élément constitutif du capitalisme qui implique l'accumulation et la concentration de richesses.

Développement du capitalisme et émergence du racisme comme idéologie

La « libération » de la force de travail, qui survient avec la disparition du servage, est insuffisante pour forcer la classe émergente de prolétaires dépossédé·es de leur moyen de subsistance (la terre) à accepter le travail salarié, et surtout les conditions de misère qui leur sont proposées. Le projet d'expropriation et d'accumulation est donc soutenu par une campagne de terreur visant à diaboliser les peuples indigènes des terres colonisées (et, à peine plus tard, les esclaves amené·es sur ces terres après que la quasi-totalité des natif·ves d'Amérique furent exterminé·es par les colons ou mort·es à cause des maladies qu'iels apportaient) pour justifier leur asservissement et le pillage de leurs ressources, nécessaires à l'accumulation de capital. Cela se traduit par une propagande continue de la part des autorités publiques, un endoctrinement rendu possible par la coopération des intellectuels philosophes et scientifiques, et une importante organisation administrative. On peut penser, à titre d'exemple, à la controverse de Valladolid, lors de laquelle des hommes représentant l'Église, l'État et la Justice se réunissent pour déterminer dans quelle mesure il est justifié de conquérir le Nouveau Monde par la force, asservissant et convertissant les natif·ves sur la base d'un prétendu devoir moral de les « civiliser ».

Pour autant, le fait même qu'il existe une controverse au sujet de la conquête du Nouveau Monde souligne que l'asservissement de sa population et les exactions commises sur ces terres n'allaient pas de soi pour l'ensemble de la société. Il faut donc déployer, pour la convaincre, un arsenal d'images, de livres, d'idées de propagande : des peintures et des illustrations sont par exemple diffusées constamment en Europe, représentant les natif·ves nu·es, féroces, en

train de faire rôtir et manger des restes humains. Alex Callinicos[1] décrit ainsi le racisme comme *« la créature de l'esclavage et du colonialisme »* et non l'inverse, car le racisme est apparu comme une idéologie visant à contrer les pressions croissantes pour abolir l'asservissement des travailleur·ses indigènes, et donc comme une arme défensive de la classe bourgeoise dont le pouvoir fondé sur les atrocités commises à leur encontre était remis en question. Il retourne donc l'idée commune selon laquelle l'asservissement des natif·ves d'Amérique et des populations africaines aurait été possible du fait de la préexistence du racisme. C'est bien la diabolisation de ces populations qui a permis de justifier leur asservissement, accroissant ainsi le travail non-payé et apportant une main-d'œuvre gratuite, donc l'apport illimité en travail permettant la concentration des richesses et la consolidation du système capitaliste naissant.

Si différentes sociétés humaines ont connu des rapports sociaux comme l'esclavage, les conquêtes et des formes de colonisation, l'ère de développement du capitalisme basé sur l'exploitation des travailleur·ses libres, fait émerger une oppression faisant système contre les races décrites comme biologiquement inférieures. Au lieu d'être présentées comme une quête éhontée de richesses ayant réussi à balayer tout sentiment d'humanité en imposant un système de pensée raciste, la colonisation et la traite des esclaves sont devenues le récit d'une mission civilisatrice, rendant acceptable le fait de priver des populations entières de leurs terres, de leur culture et de leur vie. Le racisme, en tant qu'oppression structurelle et systémique, naît donc de la nécessité, pour le système capitaliste, de naturaliser l'exploitation des populations asservies et de justifier, par conséquent, l'utilisation d'une force de travail servile. Il est en cela un élément constitutif du capitalisme qui implique l'accumulation et la concentration de richesses.

Oppressions et exploitation capitaliste

Si le racisme est constitutif du capitalisme, cela signifie qu'il est plus que le simple reliquat d'une sombre période colonialiste et esclavagiste de l'histoire, aujourd'hui révolue. Au contraire, le capitalisme moderne, bien qu'ayant muté au fil des siècles, continue à générer du racisme (du fait des conditions matérielles qu'il engendre) qui permet en même temps de maintenir la structure du système économique (via la division internationale du travail). En cela, le racisme s'adapte à la fois aux mutations du système capitaliste, et change de forme lorsque ses manifestations les plus poussées, donc les plus effroyables, deviennent inacceptables moralement pour la société, par exemple suite à son utilisation dans le cadre des génocides du 20e siècle. L'une de ces mutations est le passage d'une idéologie de la supériorité biologique naturelle à celle de différences culturelles entre des groupes nationaux ou religieux, qui empêcheraient de vivre ensemble.

Aujourd'hui, le racisme s'exprime et s'explique de plusieurs manières. Les divisions raciales sont établies et maintenues par la « nécessité » de faire appel à des travailleur·ses immigré·es pour avoir accès à leurs diverses spécialisations, qui sont ensuite accusées de voler le travail des autres, tout en conservant une échelle de salaire différenciée qui catégorise et classe les travailleur·ses. Le racisme met ainsi en concurrence les travailleur·ses, et les antagonismes raciaux qui se

> *[L]es inégalités systémiques soutiennent la division de la classe ouvrière et la maintient dans un état d'inaction qui bénéficie aux capitalistes*

développent au sein d'un même groupe reposent sur le remplacement régulier de travailleur·ses qualifié·es en place par une main-d'œuvre meilleur marché, moins qualifiée, et avec des origines nationales et donc une culture différente : ces travailleur·ses sont alors accusé·es d'abaisser le niveau de vie et les conditions de travail générales. Ces divisions et cette concurrence reposent en grande partie sur la compensation, imaginaire, que les travailleur·ses blanc·hes pensent recevoir face à l'exploitation qu'iels subissent, à savoir l'illusion d'appartenir à la classe dominante ou à la race supérieure.

Il s'agit pourtant bien d'une illusion, qui, d'après Callinicos reprenant les mots de Marx au sujet de la colonisation de l'Irlande, *« constitue le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, et le secret de la puissance persistante de la classe capitaliste, qui s'en rend parfaitement compte »*. Cet antagonisme pousse les travailleur·ses opprimé·es et blanc·hes à voir leurs intérêts comme divergents et empêche donc leurs luttes de se rejoindre. Dans un système où les travailleur·ses blanc·hes retirent des privilèges, matériels ou symboliques, de l'oppression même des travailleur·ses racisé·es, iels n'ont pas intérêt à considérer leurs luttes comme communes, ou leur situation comme similaire, car cela reviendrait à leur ôter la seule dimension qui leur procure des privilèges. Par ailleurs, la qualité des conditions de travail est vue comme un jeu à somme nulle entre les travailleur·ses, parce qu'il est plus facile d'aller observer ce qui se passe chez le voisin que dans les *gated communities* de Paris 16e : on se dit que si la voisine obtient un privilège, on le perd. Les travailleur·ses blanc·hes auraient donc intérêt non seulement à ne pas s'investir dans les luttes des personnes racisées, mais aussi à ne pas souhaiter que ces personnes obtiennent les mêmes privilèges qu'elles.

Les privilèges qu'iels pensent avoir sont pour autant illusoires : l'idée d'une artistocratie ouvrière blanche et privilégiée est démentie par de nombreux·ses auteur·ices et par des études soulignant la relation étroite entre le salaire des travailleur·ses blanc·hes et l'écart entre les salaires des travailleur·ses blanc·hes et racisé·es : plus cet écart est faible, mieux sont payé·es les travailleur·ses blanc·hes. De même pour celle d'un profit engendré par l'impérialisme et dont les travailleur·ses des pays du Nord global recevraient une part, ce qui voudrait dire qu'iels sont moins exploité·es que celleux du Sud global. Pourtant ne tient pas si on s'intéresse non pas aux niveaux de vie absolus, mais à la quantité de plus-value que les travailleur·ses produisent relativement à leur salaire. Il ne s'agit bien sûr pas de dire que les travailleur·ses racisé·es et blanc·hes sont symboliquement et matériellement égal·es dans ce système, que les personnes racisées ne sont pas plus touchées par le chômage et par des conditions de travail plus précaires, que cette précarité du travail ne conduit pas également à des conditions de logement et de vie elles-mêmes plus précaires, etc. L'idée est plutôt que les inégalités systémiques, qui existent bel et bien, alimentent la division de la classe ouvrière et la maintient dans un

état d'inaction qui bénéficie aux capitalistes ; que les travailleur·ses blanc·hes ne gagnent pas de privilèges du fait du racisme systémique mais y sont également perdant·es économiquement ; et que la classe ouvrière dans son ensemble a intérêt à lutter contre le racisme, pas seulement d'un point de vue moral, mais aussi d'un point de vue matériel.

Stratégies et luttes hier et aujourd'hui

Cette division de la classe ouvrière et de notre camp social a pour conséquence désastreuse de diriger la colère des travailleur·ses ailleurs que sur les personnes qui profitent réellement de ce système économique et social, qui font des profits de plus en plus indécents et avec lesquels le fossé se creuse d'année en année. Il faut abolir le mythe qui voudrait qu'au sein de notre classe, nos intérêts ne sont pas les mêmes en fonction de notre « race », pour en finir avec l'impasse et l'inaction qui en découlent, et qui expliquent pourquoi le capitalisme s'accommode aussi bien d'une partie des luttes antiracistes, voire les récupère dans des campagnes de publicité qui lui permet de maximiser la vente de biens de consommation. Or si le racisme nuit aux intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble, alors les luttes antiracistes prennent tout leur sens dans les luttes révolutionnaires.

L'idée n'est bien sûr pas de subordonner les luttes antiracistes aux luttes anticapitalistes, ni d'imaginer que le racisme disparaîtrait tout seul si le capitalisme était aboli. Il s'agit plutôt de montrer qu'il est dans l'intérêt de tous les révolutionnaires, racisé·es ou non, de s'investir dans les luttes antiracistes, pas seulement parce que ce serait mieux d'un point de vue moral et pas seulement en tant qu'allié·es ou que soutiens (ce qui équivaut à peu près à ne rien faire). Cela implique, pour les travailleur·ses blanc·hes, de s'intéresser aux racines du racisme et d'en comprendre les ramifications dans notre système économique, ce qui permettra non seulement d'identifier les intérêts communs des travailleur·ses blanc·hes et racisé·es afin de briser l'attrait de l'idéologie raciste, mais aussi de s'impliquer dans les divers aspects des luttes antiracistes : antifascisme, lutte aux côtés des sans-papiers, contre les violences policières et du système carcéral, féminisme décolonial…

L'idée n'est bien sûr pas de subordonner les luttes antiracistes aux luttes anticapitalistes, ni d'imaginer que le racisme disparaîtrait tout seul si le capitalisme était aboli. Il s'agit plutôt de montrer qu'il est dans l'intérêt de tous les révolutionnaires, racisé·es ou non, de s'investir dans les luttes antiracistes…

Les stratégies historiques des femmes esclaves de l'Amérique colonisée sont à cet égard un exemple parlant du poids que peut avoir une révolte en faveur de la convergence de l'antiracisme, de l'anticapitalisme et du féminisme. Dans la mesure où le capitalisme, pour asseoir sa domination, doit priver la force de travail de tous ses moyens de (re)production, ces stratégies reposaient sur la réappropriation et concentration entre les mains de femmes de leurs moyens fondamentaux de subsistance, à commencer par la terre, la production de nourriture, et la transmission intergénérationnelle du savoir et de la coopération. Ces stratégies de survie reposant sur la reconstruction des rapports collectifs via des réseaux de femmes et sur la mise en place d'une politique d'autosuffisance sont réemployées aujourd'hui, alors que des terres font l'objet de processus massifs de privatisation et de recolonisation économique et politique (en particulier en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est), notamment via l'introduction du néolibéralisme dans l'économie de ces pays.

Une lutte par en bas, qui ne s'adapte pas à l'idéologie capitaliste, est la seule qui pourra briser les structures matérielles auxquelles le racisme est attaché.

AGATHE ARGHYRIS, IVRY-SUR-SEINE

1 – Alex Callinicos, *Race and class*, *IS*, summer 1992. À lire en français sur https://quefaire.lautre.net/Racisme-et-lutte-des-classes

Émeutes de Los Angeles, 1992.

COMMENT FAIRE FACE AU DANGER FASCISTE ?

L'EXEMPLE DE KEERFA, LA COALITION CONTRE LE RACISME ET LA MENACE FASCISTE, EN GRÈCE

Au mois de juillet 2022, nous avons eu l'opportunité de voyager jusqu'en Grèce à la rencontre de camarades de la Keerfa. À Athènes nous avons pu interviewer cinq camarades engagé·es dans cette coordination contre le racisme et la menace fasciste, qui sont également membres du SEK, un des partis révolutionnaires grecs. Ces rencontres n'étaient pas fortuites. En effet, nous avons fait ce choix alors que la situation politique en France nous inquiète vivement.

La séquence ouverte par la campagne présidentielle a abouti à l'élection de 89 député·es du RN aux législatives. Cette situation est historique : elle offre un tremplin financier et organisationnel sans précédent à ce parti fasciste. En parallèle, des membres de groupes fascistes ont commis deux meurtres en plein Paris, démontrant par là qu'ils ont non seulement les armes mais la tranquillité d'esprit suffisante pour tuer sans vergogne. Pas de réaction massive à ces deux meurtres. Une couverture médiatique minime. Par ailleurs, Macron est le président le plus « mal élu » de la 5e République, les partis réformistes traditionnels sont en chute libre, les crises économique et écologique ne font que s'intensifier. Tous ces facteurs produisent une instabilité politique qui porte en elle les potentialités du meilleur comme du pire. Et dans cette dualité, l'intervention de notre camp est centrale, si ce n'est décisive.

Une similitude nous a frappé entre la situation grecque et la situation française : les réticences des organisations de gauche à construire une coalition large, voire du mépris vis à vis du combat antifasciste tout court.

Malgré l'urgence de la situation, force est de constater que durant l'entre-deux-tours, l'ensemble des organisations de gauche a été à la peine pour répondre au danger que représente le fascisme dans la rue. Il en a été de même dans les médias, dans les institutions, dans nos discussions dans les syndicats et même dans les milieux militants de gauche révolutionnaire.

Nous sommes donc allées en Grèce avec une idée : comment l'expérience d'autres peut nous aiguiller pour faire face au danger fasciste en France ?

2009

Les militants d'Aube dorée attaquent de plus en plus dans la rue. Cela se faisait depuis les années 1990, mais avec la crise, ils prennent la confiance avec un discours « anti-élite », antisémite, islamophobe et anti-immigration. Des militant·es révolutionnaires du SEK pensent qu'il faut s'organiser face au danger qu'ils représentent et convient l'ensemble des organisations de gauche : c'est les débuts de Keerfa, acronyme grec pour Coalition contre le racisme et la menace fasciste.

2012

Dix-huit députés du parti nazi Aube dorée font leur entrée au Parlement grec à l'issue des élections législatives de mai 2012, avec 7 % des voix – environ 420 000 sur 6 200 000 votant·es. Contexte de crise ? Oui, mais également une absence de rapport de forces construit largement et sur le long terme.

2013

Le militant et rappeur Pavlos Fyssas est assassiné dans la nuit du 18 septembre, à l'âge de 34 ans, dans son quartier à l'ouest d'Athènes. Cet assassinat marque le début d'une campagne qui va se diffuser dans tout le pays. Il sera connu et commémoré à l'international.

2015

La quasi-totalité des députés d'Aube dorée sont poursuivis dans le procès qui s'ouvre cette année-là. Aux élections législatives, Aube dorée récolte malgré tout encore 7 % des voix, comme en 2012.

2020

Le procès d'Aube dorée aura duré cinq ans. 68 accusés : les dirigeants du parti, des membres et des personnes proches, impliqués dans un meurtre et deux tentatives d'homicides. Lors du verdict en octobre 2020, le parti nazi est qualifié d'organisation criminelle et ses dirigeants incarcérés.

Très rapidement le SEK se confronte à deux nécessités pour mener son activité : convaincre dans les milieux où iels sont implanté·es et convaincre le reste des organisations de la gauche du danger que représente Aube dorée.

Qu'avons-nous à apprendre de celles et ceux qui font face depuis 2009 à Aube dorée et qui ont réussi à détruire en grande partie cette organisation ?

Nous étions à la recherche d'une boussole et d'une méthodologie pour agir ici et maintenant en France, tout en gardant en tête qu'on ne peut pas calquer un modèle sur une situation bien différente. Nous pensons avoir trouvé quelques bribes de réponses que cet article va tenter de mettre en lumière.

Quelques éléments de contexte

Les cinq camarades que nous avons rencontrés vivent à Athènes. La capitale compte quatre millions de personnes, soit un tiers de la population grecque. C'est l'un des ports les plus importants de la Méditerranée. De nombreuses diasporas s'y sont installées au fil du temps. De par sa position géographique, la Grèce occupe une place particulière dans le processus d'externalisation des frontières de l'Union européenne et subit depuis de nombreuses années des pressions politiques et économiques pour contrôler l'immigration. La crise de la dette dans laquelle la Grèce s'est retrouvée plongée, sous les pressions de l'UE, a contribué à l'exacerbation des discours nationalistes et de repli, dont Aube dorée s'est faite la porte-parole.

Contrairement à la stratégie de dédiabolisation du RN en France, Aube Dorée n'a jamais caché ses velléités de violence ni ses passages à l'acte contre des travailleurs immigrés notamment pakistanais ou albanais, contre des étudiant·es, des syndicalistes et des militant·es de gauche. Arme dans le Parlement, salut nazi au conseil municipal d'Athènes, destruction d'étales de marchands pakistanais… tout cela est su et revendiqué depuis leur création au début des années 1990.

En décidant de rencontrer tout le monde et en s'appuyant aussi sur des figures locales, des intellectuel·les, des acteur·ices, des syndicalistes, Keerfa a réussi à grossir en tant que coalition large et rejoignable.

L'extrême droite n'utilise donc pas la même stratégie mais en revanche, une similitude nous a frappé entre la situation grecque et la situation française : les réticences des organisations de gauche à construire une coalition large, voire du mépris vis à vis du combat antifasciste tout court.

Convaincre

Celles et ceux qui ont initié l'expérience de Keerfa sont en premier lieu les militant·es du SEK : dès 2009, iels mettent au cœur de leur priorité stratégique, en tant que révolutionnaires, la lutte contre le danger fasciste, anticipant une montée en puissance du racisme et du nationalisme dans une société en pleine crise économique. L'ennemi ne se cache pas : il s'appelle Aube dorée, il ne fait pas encore de gros scores dans les urnes mais attaque de plus en plus violemment dans les rues. Très rapidement le SEK se confronte à deux nécessités pour mener son activité : convaincre dans les milieux où iels sont implanté·es et convaincre le reste des organisations de la gauche du danger que représente Aube dorée.

Afin de créer Keerfa, les militant·es du SEK invitent de nombreuses organisations, des anarchistes jusqu'au PS de l'époque, en passant par des organisations communistes, des associations de la diaspora pakistanaise, des syndicats – notamment de l'hôpital public et de l'éducation.Très vite, iels se confrontent à divers arguments s'opposant à la création d'une telle coalition. En effet, beaucoup ne prennent pas au sérieux le danger fasciste, le niant complètement ou minimisant sa portée. Un des arguments prégnants est que, dans ce contexte, la priorité politique doit être la lutte contre l'austérité et non contre l'extrême droite, arguant que la population a déjà bien assez à faire et qu'en luttant contre la crise et le capitalisme, on luttait déjà contre les idées racistes et nationalistes qui prospèrent sur la misère. Malgré le fait qu'un certain nombre d'organisations décident de ne pas se joindre à la coalition, Keerfa poursuit son travail et se structure autour de 3 convictions :

1 – La lutte contre le danger fasciste est un combat spécifique, il ne suffit pas d'être anticapitaliste pour le combattre et il ne faut pas forcément être anticapitaliste pour s'y opposer ;

2 – C'est un combat qui peut et qui devrait nous unir. Le combat antifasciste est l'affaire de tous·tes, militant·es ou non car les fascistes vont investir la scène politique, multiplier les attaques et les meutres et tirer l'ensemble de la scène médiatique et politique vers la droite ;

3 – Il faut les attaquer à tous les niveaux : dans les quartiers, les syndicats, mais aussi au niveau juridique, en les poursuivant en justice pour faire tomber les têtes.

Cette dernière conviction puise sa source dans l'organisation même d'Aube dorée : c'est une organisation extrêmement verticale, hiérarchisée avec une grande discipline envers leur chef Nikolaos Michaloliákos et envers les responsables de la direction. Les militant·es de Keerfa font donc le pari suivant : si les cadres de l'organisation tombent, on s'assure d'affaiblir grandement le monstre, au point qu'il ne réussira pas à se relever de si tôt.

Deux éléments vont contribuer à l'élargissement et l'approfondissement de la Keerfa :

– le meurtre de Pavlos Fyssas en 2013 qui agit comme un életrochoc et marque un tournant dans la prise en considération de la menace fasciste par une grande partie de la gauche organisée.

– la patience et la conviction stratégique des membres de Keerfa. En effet, il a fallu plusieurs années pour mettre au centre des discussions politiques la lutte contre le fascisme et iels n'ont jamais baissé les bras pour essayer de convaincre autour d'elleux.

Composer

Dès 2009, Keerfa commence son travail de mobilisation dans un certain nombre d'endroits, notamment grâce à une implantation de base sérieuse dans certains syndicats et associations. C'est à partir de cet ancrage dans leurs milieux que les militant·es vont petit à petit convaincre du danger fasciste. L'orientation principale de la composition de cette coalition, c'est de travailler localement avec l'ensemble des organisations qui acceptent de se mobiliser dans Keerfa. Il s'agit de mettre le maximum de personnes autour de la table : les partis réformistes, communistes, révolutionnaires, les organisations anarchistes, les associations représentant les diasporas, les collectifs de quartiers, les syndicats. Iels considèrent que l'ensemble de la société a intérêt à mettre à terre les fascistes et donc que l'ensemble des organisations de notre classe doit être impliqué dans ce processus pour qu'il puisse aboutir. Cet exercice n'a évidemment pas été une mince affaire et a demandé un travail de rencontres, de discussions et de construction de liens de confiance minimaux. Dans le quartier de Petralona par exemple, il a été central pour renforcer le mouvement de convaincre des membres de la communauté pakistanaise qui ne se considéraient pas comme antifascistes de prime abord. Il a fallu discuter de la centralité de la lutte contre le racisme, notamment de l'islamophobie, dans le combat antifasciste pour qu'iels rejoignent Keerfa. En décidant de rencontrer tout le monde et en s'appuyant aussi sur des figures locales, des intellectuel·les, des acteur·ices, des syndicalistes, Keerfa a réussi à grossir en tant que coalition large et rejoignable.

La construction par la base et en réseau est un élément central de la vitalité de Keerfa à travers les années.

Keerfa se pense comme un outil et non comme une organisation à proprement parler. C'est un outil qu'il est possible d'activer selon les besoins et l'actualité locale ou nationale, évitant ainsi d'exiger trop d'énergie aux organisations qui n'ont parfois que peu de membres. Il n'y a donc pas de rendez-vous permanents mais la coalition s'organise autour de moments forts comme les jours de procès contre Aube dorée, les commémorations des personnes assassinées par l'organisation fasciste mais aussi à travers deux campagnes annuelles en mars et en septembre.

Construire

Au fil des années, Keerfa s'est structurée à différentes échelles. Au niveau national, un grand meeting du mouvement se tient une fois par an pour décider des grandes orientations de l'année à venir et nomme un comité de coordination. La production du matériel militant est centralisée à ce niveau et l'ensemble des affiches, stickers, journaux, etc. sont acheminés vers les différents comités locaux.

Les comités locaux quant à eux sont structurés à l'échelle du quartier ou des lieux de travail et d'études. Chaque comité profite du matériel produit nationalement mais s'organise de manière indépendante selon le rythme et la réalité de chacun. Les différentes composantes décident d'échéances et de moments qui leur paraissent importants pour mobiliser. Les différents comités d'une même ville convergent en général lors des grandes manifestations appelées dans le cadre du procès contre Aube dorée ou du 19 mars.

La construction par la base et en réseau est un élément central de la vitalité de Keerfa à travers les années. Dans certains lieux de travail ou dans certains quartiers, il y avait parfois une seule personne très convaincue de la nécessité de monter un comité. En menant la discussion et en s'appuyant sur le réseau et son matériel (journal, tracts, affiches), ces personnes ont pu rapidement trouver des alliées là où elles étaient et organiser un événement qui permettait de convaincre d'autres de venir et rejoindre le mouvement.

Cette organisation par la base a également permis de prendre l'initiative partout où cela était nécessaire en renforçant la confiance des gens dans le rapport de forces contre les fascistes. Chaque attaque d'Aube dorée a donné lieu à une réponse collective, en se rassemblant dans la rue par exemple. Ce type d'organisation a aussi contribué à augmenter le niveau général de conscience du danger fasciste notamment à travers les syndicats. En s'appuyant sur l'organisation par quartier, iels ont pu s'adresser en priorité au secteur de travail le plus représenté localement et chercher à s'adresser aux leaders syndicaux de ces branches pour amener l'ensemble du syndicat à prendre position. À titre d'exemple, les fascistes ont mené des campagnes ouvertement racistes pour que les services publics de santé ou d'éducation soient réservés aux Grec·ques. Grâce au travail de mise en réseau de Keerfa, les fascistes se sont confrontés à une véritable levée de boucliers de la part du syndicat hospitalier et des parents d'élèves. En 2013, suite au meurtre de Pavlos Fyssas, un appel à une grève générale contre les fascistes est proposé par Keerfa et accepté par les syndicats. 60 000 personnes manifestent jusqu'au quartier général d'Aube dorée !

Vaincre

Aujourd'hui, Aube dorée est réduite à peau de chagrin. 11 ans après la création de la coalition contre le danger fasciste, l'ensemble des chefs du parti a été mis hors d'état de nuire en 2020. Les têtes coupées de l'hydre ont rendu son corps mou et profondément déstructuré l'organisation, quand bien même Aube dorée a fait appel de la décision. Mais ce n'est pas la justice seule qui est arrivée à bout du monstre : le mouvement large et populaire qui s'est opposé à lui a permis de gagner cette bataille. Bien évidemment, Keerfa n'est pas la seule garante de cette victoire mais beaucoup reconnaissent aujourd'hui le rôle crucial qu'elle a joué. Patiemment, elle a convaincu partout où elle le pouvait qu'il ne fallait laisser aucune place à l'extrême droite et que si les idées et les actes racistes proliféraient dans la société, cela avait des conséquences pour la sécurité et le bien-être de tous·tes. Elle l'a fait alors même qu'une bonne partie de la scène politique grecque affirmait que le mouvement antifasciste ne pourrait rien après la percée électorale d'Aube dorée en 2015, faisant de l'organisation la troisième force politique du pays. Mais l'histoire n'est jamais fatale et encore moins mécanique : Keerfa nous le démontre et nous inspire pour s'organiser ici et maintenant face au RN et à l'ensemble de l'extrême droite française.

KIM ATTIMON ET SOLEN FERRANDON-BESCOND, RENNES

Patiemment, elle a convaincu partout où elle le pouvait qu'il ne fallait laisser aucune place à l'extrême droite et que si les idées et les actes racistes proliféraient dans la société, cela avait des conséquences pour la sécurité et le bien-être de tous·tes.

« Depuis longtemps nous pensions que nous étions seul·es mais un jour quelqu'un décida de parler, puis un autre, et après beaucoup d'autres... »

FRONT POPULAIRE ET ANTIFASCISME DE MASSE

QUAND VAINCRE LE FASCISME DEVINT POSSIBLE

Il y eut, en France, au milieu des années 1930, pendant quelques mois au moins, un mouvement de masse contre le fascisme qui aurait pu changer le cours de l'histoire. Quelle était la nature de ce mouvement, d'où est-il venu ? Que peut-il nous apprendre sur la lutte contre le fascisme ? Pourquoi a-t-il finalement échoué ?

« L*es fascistes ne passeront pas ! »* proclame Léon Blum sous la pression de la foule. Nous sommes à Paris au croisement du Cours de Vincennes et de la place de la Nation, le 12 février 1934. Des centaines de milliers de manifestant·es ont pris la rue en riposte contre le fascisme.

Ce jour-là, tandis que la grève générale paralyse le pays, des manifestations ont lieu dans 346 localités du pays.

La vague est impressionnante. D'après les rapports des préfets qui minimisent les chiffres, 19 manifestations ont dépassé les 5 000 manifestant·es. Il y a 100 000 manifestant·es à Marseille. Plus de 10 % de la population locale manifeste à Bordeaux, Toulouse, Limoges, Brest, Cherbourg, Calais ou Mulhouse. Plus du tiers à Grenoble, Périgueux ou Montluçon ! À Tulle pour 15 000 habitant·es il y a 5 000 manifestant·es.

La grève implique 5 millions de travailleurs et travailleuses dont 1 million pour la région parisienne dépassant largement les effectifs des deux syndicats (750 000 membres).

Dans les semaines qui suivent des centaines de comités antifascistes se mettent en place. Daniel Guérin parle de 3 000 comités dans tout le pays organisant meetings et contre-manifestations lors des tentatives d'apparitions des ligues fascistes. [1]

En Ardèche il y a au moins dix comités qui tiennent des réunions souvent massives dans 16 communes du département, 660 à La Voulte sur 4 326 habitant·es, 800 à Privas sur 7 230 habitant·es, etc. Dans le Loiret il y a 41 comités !

Au printemps 1934 les contre-manifestations sont systématiques pour s'opposer aux meetings des Ligues

Au printemps 1934 les contre-manifestations sont systématiques pour s'opposer aux meetings des Ligues. À Grenoble 3 000 manifestant·es se rassemblent à l'extérieur d'une salle organisant un meeting fasciste avant de dresser des barricades. [2]

Dans la plupart des cas ces comités sont unitaires regroupant notamment CGT et CGTU, communistes et socialistes et des organisations comme la LDH ou la Libre Pensée.

Dans les grandes villes il existe parfois des comités concurrents, liés au différents courants politiques, mais qui bientôt vont fusionner.

On parle donc d'un mouvement antifasciste de masse, populaire et de classe.

L'antifascisme comme riposte face à un danger

Ce qui nait en février 1934 n'est pas la cristallisation, à une échelle de masse, d'un mouvement construit

« Et soudain on a réalisé... »

> *Des rapports de police signalent, pour l'année 1933, l'affluence inhabituelle, dans les milieux ouvriers, des réunions publiques sur la situation en Allemagne*

progressivement. Avant février 1934 il n'existe pratiquement pas de mobilisation contre le fascisme. Le fascisme est essentiellement considéré, dans les discours des partis de gauche, comme un phénomène étranger, italien et depuis peu allemand.

Ce n'est pourtant pas faute d'ennemis concrets. Les organisations d'extrême droite, plus ou moins ouvertement fascistes, essaiment avec des effectifs significatifs. Les ligues, Action française, Solidarité française, Croix-de-Feu, Jeunesses patriotes, Francisme, Chemise vertes ont chacune des dizaines de milliers de membres et comportent systématiquement des formations paramilitaires (Camelots du Roi, Dispos, Centuries...). Les Jeunesses patriotes ont 100 000 membres en février 1934. La police considère que Solidarité française a 180 000 membres (sans doute surévalué). L'AF a au moins 60 000 membres et les Croix-de-Feu 35 000. Elles sont fanatiquement nationalistes, antiparlementaires, violemment anticommunistes et généralement antisémites. [3]

Il faut y ajouter deux organisations de masse, qui entretiennent des liens organiques avec les Ligues, l'Union nationale des combattants (UNC) qui a 900 000 membres et la Fédération des contribuables qui en a 700 000.

Deux événements vont être à l'origine du mouvement antifasciste.

Il y a d'abord l'effet de l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne, un an auparavant et, rapidement, l'interdiction, sans résistance, des partis de gauche puis des syndicats. Des rapports de police signalent, pour l'année 1933, l'affluence inhabituelle, dans les milieux ouvriers, des réunions publiques sur la situation en Allemagne et l'inquiétude qui s'y exprime chez les participant·es sur un danger similaire en France.

Plus directement, il y a l'agitation des Ligues provoquée par un – nouveau – scandale de corruption (l'affaire Stavinsky) durant tout le mois de janvier 1934. Elle aboutit le 6 février à une manifestation, appelée par les Ligues mais aussi l'UNC et la Fédération des contribuables place de la Concorde à Paris, vers le Parlement. Cette manifestation qui tourne à l'émeute fait 18 morts.

En lien avec l'Allemagne, cette manifestation apparaît alors comme une tentative de prendre le pouvoir. Il n'est plus possible de dire que le danger fasciste est ailleurs. Le mouvement qui naît est une riposte. À Lyon, alors que l'extrême droite manifeste tous les soirs place Bellecour, une contre-manifestation les en chasse dès le 7 février.

Un mouvement défensif

L'impulsion de la riposte vient des organisations militantes et surtout des syndicats. Il y a corrélation très forte entre la taille des manifestations et l'implantation syndicale [4].

On ne parle pas là d'organisations en plein boom nourries par un mouvement de luttes, bien au contraire.

Le mouvement social est au plus bas. Le début des années 1930 est marqué par le très faible nombre de grèves. Lorsqu'il y en a elles sont longues et généralement défaites.

Les organisations syndicales sont très affaiblies. Depuis les lourdes défaites de 1920 puis la scission entre la CGT et la CGTU en 1921 les effectifs n'ont cessé de chuter.

La gauche est profondément divisée. Le Parti socialiste exclue toute alliance avec le Parti communiste et celui-ci ne cesse d'attaquer le PS comme social-fasciste.

Ce n'est donc pas un mouvement social fort qui donne naissance à un mouvement antifasciste de masse. Et ce n'est pas le développement de grèves revendicatives sur les questions économiques qui crée le terrain pour des grèves politiques.

C'est au contraire la dynamique créée par le mouvement antifasciste qui va donner naissance à un retour de combativité sur le terrain social et politique qui mènera notamment au développement des organisations syndicales, à la victoire électorale du Front populaire en mai 1936 et à la vague de grèves et d'occupations de juin 1936.

L'antifascisme de masse qui naît en février 1934 est un mouvement défensif. Il n'est pas une lutte pour obtenir des acquis, sans parler d'une lutte pour changer le système. Il est une mobilisation pour faire barrage à un danger.

Ce qui est évoqué c'est la défense des libertés et de la République cependant souvent caractérisée comme « sociale » pour la différencier du régime en vigueur.

Cette nature défensive du mouvement explique qu'un mouvement de masse a pu émerger malgré un contexte préalable prolongé de faibles mobilisations.

L'unité imposée aux directions

La caractéristique principale de ce mouvement, celle qui permet de le cristalliser comme mouvement de masse et qui développe une dynamique qui se prolongera sur les terrains social et politique, c'est l'unité. Non pas sur des contenus revendicatifs mais sur l'action.

Dès le 6 février au soir des fédérations syndicales (Fédération de la Poste) et le courant de gauche du Parti socialiste appellent à la riposte. Le 7 février à 13 heures la direction de la CGT, effrayée sans doute

par une évolution « à l'allemande » où son organisation serait détruite, appelle toutes ses structures locales à organiser des manifestations. En fin d'après-midi, alors que le gouvernement démissionne pour laisser place à un gouvernement d'union nationale très marqué à droite, elle décide finalement d'un mot d'ordre de grève générale pour le 12 février.

Mais, dans les régions, les réseaux syndicaux n'ont pas attendu. Dès le 8 février des manifestations improvisées éclatent dans au moins 30 villes dont Nantes, Toulouse, Brest, Rennes, Lorient, Lille, Bordeaux… À Saint-Nazaire un cortège s'organise à la sortie du travail pour aller manifester sous les fenêtres du directeur des chantiers qui est le chef des Camelots du roi, la milice de l'Action française.

Le 9 février le Parti communiste appelle à une manifestation à Paris où les affrontements avec la police feront au moins 4 morts. Le 11 février il y a 63 manifestations en régions.

Au niveau des directions il n'y a aucune unité. Une réunion « unitaire » a lieu à la CGT le 7 février au soir pour organiser la mobilisation du 12 février. Ni la CGTU ni le Parti communiste n'y sont conviés. Le PC organise seul sa manifestation du 9 février. La

> *L'antifascisme de masse qui naît en février 1934 est un mouvement défensif*

« … que nous étions nombreux·euses. »

> *À Saint-Nazaire un cortège s'organise à la sortie du travail pour aller manifester sous les fenêtres du directeur des chantiers qui est le chef des Camelots du roi, la milice de l'Action française*

CGTU et le Parti communiste ne décident de participer à la grève et aux manifestations du 12 février que… le 10 février. L'appel n'est publié que le 11 au soir par *l'Humanité*.

Et pourtant, dès le 8 février des initiatives unitaires sont prises localement. À Saint-Nazaire prennent successivement la parole les responsables de la CGT, de la CGTU, du Parti socialiste et du Parti communiste. Il en va de même à Périgueux, Valence, Nevers et ailleurs. La dynamique s'accentue encore pour les manifestations du 11 février.

Alors que le ralliement de la CGTU et du PC à la journée du 12 arrive au mieux trop tard, il y a au moins 161 manifestations organisées de manière unitaire le 12 février. C'est d'ailleurs là où le cadre unitaire s'est mis en place que la corrélation entre taille des manifestations et implantation syndicale est la plus forte.[5] À Paris les cortèges, communistes et socialistes, arrivant selon des trajets différents fusionnent finalement sous la pression des manifestant·es aux cris de *« Unité d'action »*.

En contradiction avec les expériences menées localement dans les comités, les directions mettront encore plusieurs mois à rompre avec leur politique sectaire.

Quelques réflexions pour aujourd'hui

– Sur la nature défensive de l'antifascisme

C'est cette nature défensive et limitée de l'antifascisme qui permit en 1934 de construire un mouvement de masse impliquant différents courants divisés par ailleurs sur de nombreuses questions et d'impliquer bien au-delà de leurs rangs. Et l'unité crée la confiance qui dynamise. Elle est déjà en soi un problème pour le fascisme qui prétend parler pour « le peuple ».

Encore faut-il faire la différence entre le contenu politique, défensif, de cette lutte et la nature des moyens de la lutte. Une lutte défensive peut-être menée en utilisant tout un répertoire d'actions dont certaines seront considérées comme radicales. La grève en est une. Mais dès le 12 février et dans les mois qui suivent manifestations et contre-manifestations qui visent à interdire la rue aux fascistes se traduiront par de nombreux affrontements. Dès le 12 février, si la manifestation parisienne, massive, se déroule sans incident, il y a des affrontements avec la police dans plusieurs villes. En banlieue parisienne les différentes manifestations se traduiront par 4 morts. À Mulhouse la manifestation tourne à l'émeute quand les manifestant·es menacent de prendre la prison d'assaut jusqu'à obtenir la libération de camarades arrêtés la veille.

Par ailleurs la confiance prise dans l'expérience de la force collective et les expériences et débats générés par le mouvement créent une dynamique qui transforme la nature elle-même de la lutte. C'est ainsi que d'une riposte antifasciste le mouvement, avec la pression pour l'unité syndicale, va nourrir le retour, offensif, de la conflictualité sociale et développer le processus qui mènera au Front populaire.

– Fascisme et capital

Le mouvement antifasciste n'a pas détruit les Ligues. Les périodes de crise profonde du capitalisme sont aussi des périodes de polarisation politique. Alors que le mouvement ouvrier retrouve des forces et de la combativité sous l'impulsion de la riposte antifasciste, certaines des Ligues vont connaître aussi une forte progression à la suite du 12 février. Celle qui progressa le plus, et de manière spectaculaire fut les Croix-de-feu. En deux ans cette organisation passa de 35 000 membres à 500 000 membres (en partie au détriment des autres Ligues).

Mais cette croissante impressionnante fut limitée aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie radicalisées par la crise.

La pénétration – même limitée – de sections de la classe ouvrière et surtout sa passivité générale, nécessaires pour créer un parti fasciste de masse, lui furent bouchées à la fois par l'action du mouvement antifasciste et par la radicalisation vers la gauche ainsi créée.

Pour la majorité de la classe ouvrière l'espoir revint avec la combativité sociale retrouvée et avec la perspective du Front populaire. La CGT réunifiée allait elle bientôt regrouper 4 millions de membres !

Le soutien du capital, l'autre facteur nécessaire à un parti fasciste pour prendre le pouvoir et instaurer le fascisme (pas seulement mener une politique « de droite ») fut ainsi mécaniquement bouché. Le coup de force fasciste du 6 février avait créé, pour le capital, la pire des situations. La classe ouvrière s'était réveillée et retrouvait à la fois des forces et de la combativité sociale. Temporairement tout tentative de recours au fascisme ne permettait pas de discipliner l'ensemble de la société et en particulier la classe ouvrière mais ouvrait à celle-ci des potentialités révolutionnaires.

– L'échec de l'antifascisme est celui du Front populaire

Dès l'automne 1934 les comités antifascistes se vident.

Depuis juillet 1934 le sectarisme des directions du PS et du PC a laissé la place à un processus d'unité qui va bientôt se prolonger en un processus d'unification syndicale. Peu à peu le contenu aussi va évoluer, de l'antifascisme à la nécessité d'une transformation politique.

Cet appel à l'unité rejoint les aspirations de nombreux militant·es des différentes organisations tout comme l'évolution vers des perspectives plus globales et offensives : pour lutter contre le fascisme il faut empêcher les fascistes de se développer mais il faut aussi transformer le terreau sur lequel ils prospèrent.

Le problème n'est pas la dynamique générale de cette évolution. Elle est le contenu politique qui y est développé qui s'accompagne de l'abandon de toute lutte antifasciste spécifique.

L'initiative vient du PC mais surtout de l'Internationale communiste dirigée par Moscou. Face à la menace représentée par Hitler pour l'URSS, Staline a décidé qu'il devait trouver des alliés parmi les gouvernements européens. L'heure n'est plus pour les partis communistes « frères » à la lutte contre le militarisme, à l'appel à la révolution. Elle est à l'appel à la défense de la Nation, à la défense des régimes en place… et à leur alliance avec l'URSS contre le fascisme.

En juillet un pacte d'unité d'action contre le fascisme est signé entre le PC et le PS. En octobre un nouveau cap est franchi quand le PC appelle à la constitution d'un *« Front populaire du travail, de la liberté et de la paix »* qui s'adresse non seulement au PS mais aussi au parti pro-capitaliste du centre, le parti radical.

> *Le coup de force fasciste du 6 février avait créé, pour le capital, la pire des situations*

Les comités antifascistes vont devenir des comités pour le Front populaire même s'il faudra des mois encore pour que l'accord se concrétise.

L'horizon de la lutte antifasciste se borne alors à la perspective électorale d'un bon gouvernement et à la promesse d'une dissolution des Ligues par l'État. Rien qui exige, sinon dans les urnes, l'implication active des masses.

Alors que, faiblesse déjà importante, la lutte contre le racisme n'avait jamais été développée, le tournant du PC s'accompagne d'une campagne nationaliste par la gauche. C'est alors que Le PC reprend le drapeau tricolore et la Marseillaise.

La dynamique qui avait bouché l'horizon des Ligues s'inverse progressivement à partir de la fin du mouvement de grèves et d'occupations de l'été 1936. Après la dissolution des Ligues par le gouvernement du Front populaire en juin 1936 les Croix-de-Feu se transforment en Parti social français (PSF). En 1937 le PSF regroupe 1 million de membres alors que n'existe plus de mouvement spécifiquement antifasciste capable de continuer la lutte sur des bases défensives.

La déception engendrée par l'expérience du Front populaire va se traduire par de plus en plus de passivité dans la classe ouvrière. Pour la première fois les fascistes vont trouver une audience parmi des travailleur·euses. En 1937, dans la municipalité communiste de Montreuil, le PSF compte plus de 1600 membres soit près d'un habitant·e sur 40[6].

En 1940 c'est l'assemblée du Front populaire dont ont été exclus les communistes, leur parti dissous en utilisant les mêmes textes que ceux utilisés pour dissoudre les Ligues, qui vote les pleins pouvoirs à Pétain. La guerre et l'occupation interrompent le processus de développement d'un fascisme français endogène… au bénéfice d'un fascisme importé.

Au sein d'une population majoritairement passive ou prête à collaborer.

DENIS GODARD, PARIS 20e

1 – Daniel Guérin, *Front Populaire Révolution manquée*, 1963.

2 – Gilles Vergnon, *L'antifascisme en France de Mussolini à Le Pen*, 2009.

3 – Brian Jenkins et Chris Millington, *Le fascisme français*, 2020, et Pierre Milza, *Fascisme français passé et présent*, 1987.

4 – Antoine Prost, *Autour du Front populaire*, 2006.

5 – *Idem*.

6 – Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, 2012.

Fresque rue du Clos, Paris 20e.

SYSTÈME PÉNAL, UN DÉBAT FÉMINISTE

Comme nous l'avons déjà abordé dans la première partie de cet article, la prison, ainsi que le système judiciaire et pénal, ne servent pas les intérêts de notre classe. Le système pénal a été créé par la bourgeoisie comme instrument de garantie du droit à la propriété privée. Ce système nourrit idéologiquement la peur existante parmi les plus aisé·es, et exerce un contrôle social sur les populations moins favorisées avec le but de neutraliser toutes possibilités de révolte et d'organisation révolutionnaire parmi celles et ceux les plus exploité·es. Selon le juriste marxiste russe Evgueny Pachoukanis[1] (qui a été exécuté pendant la période stalinienne), le droit fait partie de la superstructure qui organise le mode de production capitaliste. Le droit comme on le connaît aujourd'hui est un garant des intérêts de l'ordre de l'État capitaliste.

Les théories de la peine sur lesquelles repose le droit pénal, ou droit de punir, attribuent trois fonctions aux peines :

1 – La dissuasion : « Les peines dissuadent les individus de commettre des infractions ou d'en commettre des nouvelles » ;

2 – La rétribution : « Les infractions "méritent" d'être punies » ;

3 – La réhabilitation : « Les peines permettent aux personnes condamnées de s'amender ».

Ce sont les objectifs auxquels le procès pénal est censé répondre pour toutes sortes de délits, infractions ou crimes. La champ d'étude qui cherche à faire une analyse critique de l'impact du système pénal dans la société est la criminologie critique. Elle s'est développée à partir de la fin des années 1960 aux États-Unis et en Europe. Cette appellation, très large, désigne en fait diverses approches, dont la criminologie féministe, la criminologie queer, les courants marxistes de la criminologie, ou encore la zémiologie[2]. Ces courants partagent une aspiration à plus de justice sociale et s'appuient sur la critique de la catégorie de « crime », qui est mise en perspective avec différents types de rapports de domination. La criminologie critique a beaucoup contribué à l'analyse du rôle du capitalisme et des politiques néolibérales dans le développement du système pénal.

Mais est-ce que le système de justice peut servir à défendre les intérêts des femmes et des minorités de genre victimes de violences ? « Et les violeurs, qu'est-ce qu'on fait des violeurs ? » – On nous le demande souvent lorsque nous essayons de mettre en lumière les contradictions et les limites du système judiciaire et pénal. Cette question, qui peut être posée de manière bienveillante et naïve (ou pas), fréquemment posée par des hommes cis (mais pas que), démontre une méconnaissance gigantesque de ce qu'est la réalité du viol pour la grande majorité des victimes.

Les violeurs sont parmi nous

La société de manière générale et malheureusement aussi notre camp de gauche, portent encore une idée très caricaturale à propos du viol. Ce serait un acte commis par un homme abominable qui se cache dans l'obscurité de la nuit, et qui saute de nulle part sur une femme sans défense qui va crier beaucoup pour démontrer qu'elle ne veut pas de ça et prouver sa place de bonne victime. On ne peut pas dire que ce type de situation n'arrive jamais. Les violences faites aux femmes, aux minorités de genre et aux enfants, arrivent dans des contextes les plus vastes. Mais cette caricature là ne représente pas la majorité des cas. Des recherches[3] montrent que la grande majorité des personnes qui subissent un viol le subissent par quelqu'un·e qui iels connaissent, quelqu'un·e de proche, souvent très proche comme un parent, un oncle, un frère, un copain, un époux, un prof, un médecin, un prêtre, un ami, un… et pas seulement un.*

Les mécanismes de domination mis en place par les violeurs ne sont pas seulement des armes ou même de la force. Quand on écoute les récits des personnes victimes, on peut percevoir plusieurs stratégies d'emprise comme de la violence psychologique, de la domination financière et patrimoniale, l'utilisation des positions de pouvoir et de pléthore de stratégies de manipulation. Les faits sont là pour démontrer que, la plupart du temps, les victimes gardent le silence par honte et/ou par peur que les auteurs de violences font porter sur elles. En supplément, il existe aussi une forme de complaisance de l'entourage et de toute une culture, un système, une structure très ancienne et très ancrée dans la société qui socialise de manière différente les hommes et les femmes (ainsi désigné·es à la naissance). Cette structure est connue sous le nom de patriarcat. Il existe des années de théorie féministe qui démontrent les différents mécanismes de domination patriarcale.

Les violeurs sont parmi nous. La majorité des femmes connaît quelqu'un·e qui a été violé·e ou sont elles-mêmes victimes d'un ou de plusieurs viols. Une partie des personnes violées sont parfois obligées de continuer à voir la personne qui les ont agressée car ces hommes* font partie de leur vie. Comme nous l'avons déjà vu, ils sont à la maison, à l'école, au travail… Ils ne sont pas majoritairement en prison. Une partie importante des personnes victimes de ce type de violence ne portent pas plainte[4] car elles n'ont pas confiance dans le système dit de justice ou parce qu'elles ont honte, ont peur, ne veulent pas que leur entourage soit au courant, ne veulent pas que leurs proches souffrent, ne veulent pas la double peine, ou parce qu'elles sont dépendantes économiquement de l'agresseur. Mais il peut y avoir pleins d'autres raisons.

Les violeurs sont parmi nous. La majorité des femmes connaît quelqu'un·e qui a été violé·e ou sont elles mêmes victimes d'un ou de plusieurs viols. Une partie des personnes violées sont parfois obligées de continuer à voir la personne qui les ont agressée car ces hommes font partie de leur vie.

L'échec de la stratégie judiciaire : une justice de classe punitive et sourde aux besoins de la victime

Marlène Schiappa, secrétaire d'État et responsable du pôle « égalité hommes-femmes » de La République en marche, incite les femmes à dénoncer les violences, à aller dans un commissariat et à porter plainte. Cependant celles et ceux qui ont déjà été dans un commissariat pour porter plainte ou accompagner quelqu'un·e qui veut le faire savent que les démarches ne sont pas si simples. En 2021, le hashtag #DoublePeine a pris une énorme ampleur sur les réseaux sociaux accompagnant de nombreux témoignages des victimes de violences sexistes et sexuelles qui dénoncent le traitement subi au moment de leur dépôt de plainte.

Nous sommes obligées de dire à celleux qui nous demandent qu'est-ce qu'on fait des violeurs qu'ils sont sûrement vos potes, vos camarades, vos proches, vous-même. Et on doit se demander si la responsabilité sur ce qu'on fait d'eux doit être déléguée à l'État et à un système qui n'est pas là pour nous soutenir, ni pour nous rendre justice. Les personnes qui arrivent à accéder au système de justice ont souvent un récit de déception par rapport à la prise en charge de leurs besoins. Il ne faut pas oublier que le recours au pénal reste inaccessible à une grande partie de la société, des personnes qui ne sont pas reconnues en tant que citoyen·nes ou sujets de droit, soit du fait qu'iels n'ont pas de papiers ou pas assez d'argent, ou assez de capital culturel pour accéder au système juridique. Les pratiques très courantes de contrôles aux faciès nous démontrent qu'il existe des personnes déjà perçues par le système judiciaire (dont les flics font partie) comme « coupables » et/ou plus susceptibles de commettre des crimes, comme par exemple, des habitant·es d'une zone de trafic de stupéfiants et/ou racisé·es et des personnes roms ou issues des communautés tziganes.

En plus du fait qu'il soit très coûteux, ce système reste très encadré dans une logique de punition et de réparation financière. Il ne met pas en place un cadre d'écoute pour la compréhension des besoins des victimes, ni un cadre qui puisse favoriser la remise en question et le parcours de transformation des agresseurs. La prise en charge de toutes sortes de violences sexistes et sexuelles, dans un environnement accueillant et bienveillant, réalisé

Si la majorité des personnes incarcérées aujourd'hui en France sont des hommes, la solidarité envers eux reste majoritairement féminine. Ce sont des femmes de l'entourage qui s'occupent couramment des frais d'avocat et des procès, parfois au point de tomber dans la dette.

par des personnes bien formées et capables de mettre en place des protocoles de protection et de mise à distance des agresseurs, sans que la victime soit pénalisée, n'est pas à l'ordre du jour. La structure sociale et collective qui engendre ces violences n'est jamais mise en question ou même considérée dans un parcours pénal.

Une stratégie inefficace dont le coût social est porté principalement par les femmes

« L'ampleur des violences faites aux femmes et l'insatisfaction des victimes (y compris lorsque le préjudice sexuel qu'elles ont subi a été traité pénalement) indiquent un échec de la stratégie judiciaire à laquelle recourt l'essentiel des mouvements féministes depuis maintenant plusieurs décennies. L'arme du droit n'apparaît pas la plus efficace pour affronter le patriarcat. Par ailleurs, le système pénal est un dispositif d'État, donc il est irréaliste d'en espérer une forme d'émancipation. » [5]

Dans son livre *Pour elles toutes - Femmes contre la prison*, Gwenola Ricordeau, chercheuse et militante abolitionniste, se lance dans un travail profond de questionnement du système pénal et carcéral, par un biais féministe, en cherchant à démontrer comment ces systèmes ne servent pas à protéger les femmes victimes de violences, ni à changer la structure des systèmes qui créent ces rapports de domination et de violence. Elle démontre aussi que l'emprisonnement des personnes généralement pauvres a un impact social, psychique et financier accablant sur leurs proches et leurs familles. Car si la majorité des personnes incarcérées aujourd'hui en France sont des hommes, la solidarité envers eux reste majoritairement féminine. Ce sont des femmes de l'entourage qui s'occupent couramment des frais d'avocat et des procès, parfois au point de tomber dans la dette. Il est commun que l'ancien revenu de la personne incarcérée a été la seule ou la principale source de revenu de la famille. Les femmes aussi s'occupent de rendre visite aux prisonnier·es et de faire en sorte qu'iels puissent garder un lien avec le monde extérieur, avec leurs enfants et la famille. Ces personnes sont fréquemment privées du droit de visite de manière arbitraire, soumises à toute sorte de contrôle au moment où elles arrivent aux parloirs et sont responsables d'apporter un soutien financier et psychique à leur proche incarcéré.

Quels sont les besoins de la victime ?

Pour réfléchir à une meilleure manière de faire face collectivement à des violences sexistes et sexuelles et à toute autre forme de violence et de préjudice, il est important de commencer par l'identification des besoins des victimes. Ruth Morris, penseuse et militante canadienne, une des pionnières dans le développement du concept de l'abolitionnisme pénal dans les années 1950, a réalisé plusieurs recherches sur le système judiciaire, pénal et carcéral, en se focalisant sur les victimes et leurs besoins. Sur ce sujet elle écrit dans *« Deux types de victimes : répondre à leurs besoins »* [6], avoir été étonnée d'apprendre que la revanche ne faisait pas partie des besoins principaux ou le plus fréquent. Elle a énuméré les besoins les plus fréquemment repérés :

1 – Le besoin de réponses. Obtenir des réponses à un large éventail de questions, y compris la plus universelle : « Pourquoi moi ? » En effet, être victime implique d'avoir son espace envahi et une perte de contrôle. Obtenir des réponses peut aider à regagner une compréhension des choses et retrouver une sensation de contrôle et de sécurité.

2 – Le besoin de reconnaissance du préjudice subi. Voir le préjudice subi reconnu comme une injustice importante, plutôt que comme quelque chose qu'iels auraient bien cherché ou quelque chose de banal que l'on pourrait prendre à la légère.

3 – Le besoin de sécurité. Il n'y a que dans une communauté protectrice et bienveillante que l'on pourrait trouver une véritable sécurité, pourtant notre système actuel transforme les auteurs de délits en épouvantails. Les procédures de « justice » et des décisions arbitraires et aliénantes n'offrent de sécurité ni aux victimes ni aux auteurs.

4 – Le besoin de réparation. La réparation vise à redonner à la victime le sentiment qu'elle appartient à une communauté qui se soucie d'elle. Il ne s'agit pas de rendre coup pour coup, mais de rétablir un lien et une sensation d'appartenance à une communauté qui se responsabilise.

5 –Le besoin de trouver du sens. Dès que les victimes se rendent compte que leurs quatre premiers besoins ont été aussi satisfaits que possible, cela devient envisageable de commencer un parcours de reconstruction qui est assez personnel, mais qui a besoin du soutien collectif.

Marine Summercity / CQFD

Abolitionnisme vs alternatives à la prison

L'abolitionnisme pénal défend l'élimination des prisons et du système pénal, en les remplaçant par des nouveaux modèles de justice qui n'ont pas la punition comme centre. C'est aussi un positionnement contre les industries de la surveillance, de l'armement et de l'incarcération, qui essaient de se présenter comme des solutions pour des problèmes politiques et sociaux qui n'ont rien à voir avec ce qu'on appelle « criminalité ».

On doit se méfier des discussions autour des « alternatives » à la prison car le système judiciaire peut se servir abondamment de ce type de demande pour des alternatives, qui ne sont finalement que du réformisme. L'histoire de la prison se nourrit du récit d'alternatives qui n'ont pas le but d'abolition, mais d'amélioration, en gardant le raisonnement de délégation à l'État. La loi du 15 août 2014, connue comme loi Taubira sur la justice restaurative en est un exemple, avec des propositions réformistes comme la probation, rencontres entre auteurs et victimes, le bracelet électronique, le travail d'intérêt général, etc. Des propositions qui cherchent à punir de façons plus « sympas » mais qui sont seulement une manière de faire en sorte de passer plus discrètement la même logique de contrôle et de répression.

La proposition abolitionniste envisage la rupture de ce discours d'alternatives pour aller vers la construction d'autres modes de fonctionnement, basés sur l'autonomie, à la place de rechercher la validation du système. Prendre en charge collectivement les situations-problème signifie aller vers des appels à l'autonomisation, au contraire de continuer à nourrir le système avec des procès contre l'État, la police, le système, etc. On peut considérer que ce sont des stratégies parfois utilisées, sans entrer dans un jugement moral envers les personnes qui font recours à cela, mais c'est important d'être conscient·es de leurs limites réformistes. En donnant plus de force à la police, au droit pénal et à l'industrie carcérale pour nous protéger des oppressions, cela implique forcément de donner plus de force au système responsable de la persécution et de l'incarcération de la classe ouvrière, des immigré·es, de celles et ceux qui luttent contre les oppressions de manière organisée et aussi des femmes. Au Brésil, l'incarcération des femmes a augmenté de 700 % entre 2000 et 2016, à cause de la « guerre contre les drogues » : elle représente la quatrième plus grande population carcérale féminine au monde, prisonnières dans un système qui est pensé par des hommes et pour les hommes.

La proposition abolitionniste envisage la rupture de ce discours d'alternatives pour aller vers la construction d'autres modes de fonctionnement, basés sur l'autonomie, à la place de rechercher la validation du système.

On peut envisager la création d'espaces d'autonomie, d'écoute et de soutien collectif qui partent premièrement des besoins des victimes et s'intéressent honnêtement à leurs demandes. Plus on dépend du système de justice criminelle, plus on perd en pouvoir d'organisation et de confiance collectives. L'abolitionnisme pénal invite plutôt à la créativité qui ne donne pas de solutions prêtes à l'emploi.

Partir des besoins de la victime et sortir de la logique punitive

Par contre, l'absence de punition ne veut pas dire absence de responsabilité. La justice transformative a été développée dans les débats à l'intérieur du mouvement abolitionniste. Les principaux axes de la justice transformative (JT) sont :

> *Ce mouvement qui cherche plus de condamnations et d'incarcérations, n'a pas la capacité de mettre en place un changement structurel qui puisse nous conduire vers la fin des rapports de dominations et d'oppressions.*

1 – Le soutien à la personne survivante, sa sécurité et son autodétermination sont prioritaires.
2 – La responsabilité de l'agresseur et son changement de comportement.
3 – Les changements communautaires en faveur de valeurs et de pratiques non oppressives et non violentes.
4 – Les changements pratiques et structurels des conditions qui permettent au préjudice de se produire.
5 – La justice transformative insiste sur le pouvoir créatif des personnes survivantes.
6 – Un processus collectif : le regroupement des victimes, des auteurs et la communauté.
7 – La justice transformative considère que la responsabilité du préjudice ne peut pas être attribuée à la seule personne qui l'a causé. Pour cette raison, l'expression « situation problématique » est généralement préférée à celles de « comportement problématique » ou de « personne problématique ». Il s'agit donc de résoudre une situation et pas seulement de réparer un préjudice.
8 –L'individualisation du besoin de sécurité des victimes. La JT encourage les victimes à exprimer leurs besoins, par nature uniques et qui peuvent évoluer avec le temps.
9 – La JT prend en considération tous les rapports de domination souvent complexes, liés à la classe, au genre et la race, notamment. Alors que la justice pénale juge un acte, la JT essaie de répondre aux besoins des personnes. La vulnérabilité des personnes est prise en compte.
10 –L'engagement à long terme : la JT prend beaucoup de temps puisqu'elle ne délègue pas la résolution des « situations problématiques » au système pénal et qu'elle est rarement un processus linéaire.

« L'inclusion des agresseurs et des victimes dans les procédures de JT est parfois mal comprise. Il ne s'agit pas de penser les violences patriarcales comme co-produites par les agresseurs et les victimes (ce qui serait un vrai recul au regard des avancées féministes), mais plutôt de considérer qu'il serait dangereux de voir les agresseurs comme des monstres ou comme des exceptions. Si nous nous dissocions des personnes contrevenantes en les stigmatisant, alors nous échouons à voir comment nous contribuons aux conditions qui permettent à la violence de se produire » [7].

Dépasser l'horizon du système pénal pour une véritable révolution féministe

La justice transformative ou réparatrice est inspirée des cultures autochtones nord et sud américaines et océaniennes, qui ont une longue histoire. Elles nous rappellent que le mode pénal et punitif n'est pas un horizon indépassable. Pour des militant·es féministes et révolutionnaires qui luttent pour la construction d'un autre monde, il devient fondamental d'inclure dans nos discussions et nos pratiques d'autres manières d'élaborer nos demandes politiques. Le mouvement féministe est aujourd'hui dans une impasse, d'un côté il y a l'ouverture à la parole et à la prise de conscience sur les rapports de domination patriarcale, ce qui est une évolution importante et à garder, mais de l'autre côté une avalanche de fausses solutions sécuritaires et répressives produites par un courant du féminisme qui ne prend pas en compte les rapports de domination raciste et de classe. Ce mouvement qui cherche plus de condamnations et d'incarcérations, n'a pas la capacité de mettre en place un changement structurel qui puisse nous conduire vers la fin des rapports de domination et d'oppression.

Finalement, il est pertinent de préciser que la volonté de créer d'autres modes d'accompagnement des personnes agressées et des agresseurs, n'exclut pas la place légitime de la colère. Les actes de violence sont extrêmement impactants et peuvent engendrer des traumatismes individuels et collectifs difficiles à dépasser. Assurer des espaces où la colère contre toutes les opressions puisse être exprimée reste une demarche importante dans le mouvement féministe. Que cette colère puisse être accueillie et partagée, pour finalement être organisée, criée dans les rues et diluée dans les luttes, vers une veritable révolution féministe !

DANIELA LIMA, TOULOUSE

* Des femmes aussi commettent des viols et d'autres types d'agressions sexuelles

1 – *Teoria geral do direito e marxismo*, Evguiéni B. Pachukanis, ed. Boitempo, 2017.

2 – Zémiologie : repose sur une critique du « crime » en tant qu'objet de la criminologie. Elle étudie toutes les formes de « nuisances sociales », comme le suggère son nom : zemia signifie « préjudice », « dommage » en grèc ancien.

3 – Étude nationale de la délégation aux victimes sur les morts violentes au sein du couple (2017) :

- Chaque année en France, 93000 femmes déclarent avoir été victimes de viol ou tentative de viol. Dans 90% des cas, la victime connaît son agresseur.
- Chaque année en France, 225000 femmes sont victimes de violences physiques et/ou sexuelles au sein du couple.
- En 2017, environ 1 million de femmes ont été confrontées au moins une fois à une situation de harcèlement sexuel au travail ou dans les espaces publics.
- En 2017, 109 femmes et 16 hommes sont décédés, victimes de leurs partenaires ou ex-partenaires. Une femme meurt en moyenne tous les trois jours et un homme tous les 23 jours.

4 – Moins de 10% des victimes de violences sexuelles et sexistes déposeraient plainte, selon l'enquête de victimisation « Cadre de vie et de sécurité », dite « CVS » sur la période 2009-2017.

5 – *Pour elles toutes - Femmes contre la prison*, Gwenola Ricordeau, éd. Lux, 2019.

6 – *Crimes & Peines - Penser l'abolitionnisme pénal*, Gwenola Ricordeau, éd. Grevis, 2021.

7 – Gwenola Ricordeau, *op. cit.*

FACE AUX AGRESSIONS SEXISTES ET SEXUELLES AU SEIN DE NOTRE CAMP, GARDONS LA BOUSSOLE DE L'AUTONOMIE DE NOTRE CLASSE !

Les violences sexistes et sexuelles sont partout dans notre société et nos organisations n'en sont pas épargnées. À travers cet article, nous proposons de revenir sur ce qui a été mis en œuvre et sur les principes qui nous ont guidés suite au signalement du viol d'une de nos camarades. Nous souhaitons ainsi participer au combat contre ces violences qui pourrissent la vie de millions de femmes et sans lequel aucune perspective d'émancipation de notre classe n'est envisageable. De nombreuses militantes sont contraintes de quitter des organisations ou refusent de les rejoindre car la question des violences sexistes et sexuelles n'est pas prise en compte à la hauteur de ce que la situation exige. Trop souvent ces violences sont renvoyées à des conflits interpersonnels qui se régleraient de manière individuelle plutôt qu'avec une prise en charge collective qui permet de s'attaquer à une problématique systémique.

La démarche

Notre première approche a été de mettre en place les mesures les plus appropriées pour la camarade au rythme qui lui convenait et de lui permettre de participer, si elle le souhaitait, à tous les aspects de la démarche.

Ses demandes ont été les suivantes :
– qu'une rencontre soit rapidement organisée avec l'agresseur ;
– que le recours éventuel à la police ou l'État soit écarté dès le début ;
– que l'agresseur soit suspendu des cadres militants et accompagné par des camarades ;
– que, tout au long de la démarche, son propre anonymat soit respecté ;
– que des outils, pratiques et réflexions soient développés pour que ça ne se reproduise plus.

La première rencontre avec l'agresseur a eu pour objectif de le confronter aux faits et d'avoir des premières explications. Nous avons proposé d'enregistrer cet entretien, uniquement à destination de la camarade, afin de lui permettre de l'écouter, si elle en ressent un jour le besoin. Le camarade a accepté cet enregistrement après avoir été informé de ce qui lui était reproché. Il a déclaré n'avoir eu ni l'intention ni conscience de commettre un viol. Cela n'enlève absolument rien à la gravité de ce qui s'est passé mais renforce l'idée que la culture du viol est malheureusement encore bien ancrée dans nos sociétés. Il a reconnu ses actes, a accepté d'en assumer la responsabilité et de respecter tous les besoins et demandes de la personne qu'il a violée.

En accord avec ses convictions politiques, la camarade a choisi de ne pas porter plainte. En revanche, il est apparu qu'il était indispensable qu'il y ait des conséquences pour l'agresseur, transformatives pour lui et restauratrices pour elle ; à savoir, qu'il soit suspendu de tous les cadres militants dans lesquels il intervient. Cela permettrait, à lui, de dégager du temps pour réfléchir et se former et, à elle, de continuer à militer de manière sereine.

Une deuxième rencontre a permis d'argumenter auprès de lui de la nécessité de sa suspension, sachant qu'il s'était engagé à respecter les besoins de la camarade. Nous n'avons pas défini de délai quant à son potentiel retour dans les cadres militants qui dépendrait de ses avancées sur les questions des violences sexistes et sexuelles et des temporalités nécessaires à la femme violée. Nous lui avons également proposé de mettre en place un suivi le concernant, la reconnaissance des faits et de leur gravité étant un premier pas indispensable. Il s'est alors engagé à se former aux questions féministes par des discussions théoriques et à s'impliquer dans des groupes de parole antisexistes.

Suite à cette deuxième rencontre, il est apparu nécessaire d'informer les collectifs des faits, de sa suspension et de ce qui avait été mis en place. L'objectif était, notamment, d'engager une réflexion sur les suites et les outils adaptés, tout en respectant l'anonymat des protagonistes pour protéger celui de la première concernée et faire en sorte que la question soit prise en charge uniquement par les cadres militants. L'idée était aussi d'impulser un travail de fond pour que cela ne se reproduise plus et que nos organisations deviennent des cadres dans lesquels les femmes puissent militer en sécurité.

Au fur et à mesure, des outils ont été développés au sein d'A2C. Dans un premier temps, un mois après le viol, nous avons discuté lors de la réunion intermédiaire (qui a lieu tous les 2 mois, à distance) des principes nous semblant fondamentaux à appliquer dans ces situations.

À l'occasion du week-end de formation et de débats d'A2C qui avait lieu cet été, nous avons organisé un

atelier afin d'élaborer collectivement les besoins de notre organisation et de ses membres pour combattre le patriarcat et la culture du viol, prévenir et agir en cas de violences sexistes et sexuelles.

À la suite de cet atelier, un groupe de suivi des Violences sexistes et sexuelles (VSS) a été mis en place pour coordonner les discussions dans les cadres militants dans lesquels nous sommes impliqué·es, participer au suivi de la camarade concernée et de l'agresseur (s'assurer qu'il trouvera de quoi se former pour éviter la récidive), trouver des perspectives de formations collectives et individuelles sur les violences sexistes et sexuelles et mettre en œuvre les principes, les outils et les pratiques collectives adéquates.

Les obstacles

Malheureusement, comme souvent, nous avons rencontré de nombreux obstacles. La camarade concernée en a été la première impactée, puis ses soutiens, notamment dans leurs implications militantes. Ces événements ont mis en lumière les difficultés et les manques pour trouver, mettre en place, les principes, les outils et les pratiques collectives adéquates. Ils ont aussi affaibli la capacité-même de certains collectifs à continuer leurs activités.

Tout d'abord, certains et certaines remettent en question la parole des femmes violées et encouragent, ainsi, les personnes qui ont commis ces violences à les nier. Ils et elles inversent alors le poids de la culpabilité et ouvrent la voie à un véritable procès d'intention de la personne agressée. Notre devoir collectif devrait être de ne pas reproduire ce schéma dans nos milieux. Au contraire, la reconnaissance des faits par toutes et tous, notamment dans nos cadres militants, est un préalable à toute avancée pour agir contre les violences sexistes et sexuelles.

D'autres défendent l'agresseur en minimisant les faits, lui trouvant des excuses et insistant sur les valeurs qu'il défend comme s'il s'agissait d'un accident isolé ou d'un événement indépendant de sa volonté. Leurs arguments sont toujours les mêmes, l'agresseur serait indispensable à la lutte, trop important pour qu'on puisse l'écarter. Ils remettent en question sa suspension à chaque fois qu'ils en ressentent le besoin. Il y a une véritable focalisation sur l'auteur des faits et la personne agressée est systématiquement oubliée ou alors accusée d'affaiblir le collectif, le mouvement et les luttes.

Enfin, des militants et des militantes se cristallisent sur les procédés mis en place en les remettant perpétuellement en question plutôt que sur le viol et les violences systémiques. Beaucoup d'éléments dans la démarche mise en place ont été reprochés à la camarade et ses soutiens.

Alors que rien n'est prévu pour accueillir la parole d'une personne violée, peut-on remettre en question la légitimité de celles et ceux à qui elle a choisi de se confier ?

Lorsque l'agresseur appartient à plusieurs collectifs et que les premiers et premières concernées sont d'accord sur sa suspension, doit-on attendre l'avis de chaque collectif pour l'acter ou le faire en laissant la discussion ouverte ?

Lorsqu'un texte est rédigé pour que l'accès à l'information soit le même pour toutes et tous et pour que des discussions soient engagées, doit-on se focaliser sur le mode de communication choisi, considéré par certains et certaines comme violent, ou sur la gravité des faits et donc le respect des demandes, des besoins et de la temporalité exprimés par celle qui les a subis ?

Comment éviter dans nos cadres militants, dans le mouvement et dans la lutte la tendance générale de nos sociétés à déléguer notre responsabilité collective aux institutions étatiques (police, justice, avocat, Centres médicaux psychologiques, etc.) ?

Sous prétexte de la protéger et de ne pas la culpabiliser, peut-on remettre en question la volonté de participation de la première concernée dans les démarches qui sont mises en place ou s'octroyer le droit d'intervenir sans en informer ni les premier·es concerné·es ni les collectifs ?

Enfin, nous avons fait face à une difficulté significative pour trouver un accompagnement des auteurs de violences afin d'éviter les récidives. Ce manque criant pose question, rien n'existe pour l'agresseur mis à part des solutions punitives.

Nos principes

Nous parlons bien ici de violences qui s'inscrivent dans le cadre de violences systémiques exercées par un groupe d'individus dominants (qui par ailleurs peuvent subir eux-mêmes d'autres oppressions structurelles) sur un groupe dominé. Les hommes, et davantage encore les militants, doivent impérativement prendre conscience des violences patriarcales qu'ils exercent à l'égard des femmes et interroger leurs comportements.

Nous, militant·es, nous nous devons de respecter la parole et la volonté des personnes qui subissent des violences sexistes et sexuelles, nous nous devons de réfléchir et de mettre en place tout ce qui pourra permettre de les éradiquer, d'abord au sein de nos collectifs, puis dans la société :

– Mettre tout en œuvre pour que les personnes qui subissent ces violences puissent se confier, exprimer leurs besoins à leur rythme et en confiance. Doit-on mettre en place des cellules spécifiques ou faire en sorte que chaque membre du collectif soit en capacité d'accueillir cette parole ?

– Favoriser tout ce qui leur permettra de continuer à militer, si elles le souhaitent, sans s'inquiéter de la présence de leur agresseur et sans avoir à subir d'autres conséquences que celles entraînées par ces violences.

– Leur permettre, si elles le souhaitent, de participer à la construction des protocoles.

– Argumenter pour la suspension de l'agresseur de toute activité militante après l'avoir confronté aux violences qu'il a commises.

– Accompagner, quoi qu'il arrive, la personne qui a subi ces violences dans toutes les étapes qui lui semblent nécessaires.

– Faire en sorte que l'agresseur entreprenne un travail de transformation sur les questions des VSS et de formation sur les luttes féministes contre le système patriarcal.

– Rendre compte aux collectifs militants concernés des faits qui se sont produits et des souhaits de la camarade qui a subi les violences.

– Mettre en place des outils de prévention et des discussions régulières sur la culture du viol et les violences sexistes et sexuelles.

Article rédigé suite à une discussion entre la camarade concernée, ses soutiens et le groupe de suivi A2C des Violences sexistes et sexuelles

L'OTAN, OU LE TRAIT D'UNION D'UNE GUERRE MONDIALE À UNE AUTRE ?

Les alliances pacifiques préparent les guerres, et à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non-pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie et de la politique Mondiale.[1]

Revenir sur l'histoire de l'OTAN est nécessaire pour comprendre que la guerre a constamment été pensée comme une possibilité dans le cadre de la concurrence entre blocs impérialistes depuis 1945, et d'autre part, pour appréhender l'ensemble des guerres actuelles, y compris celle qui sévit en Ukraine, dans une dynamique globale : celle du renforcement de la concurrence entre les puissances occidentales et l'axe Chine-Russie.

La guerre inhérente au capitalisme

Au début du 20e siècle, les théoricien·nes marxistes de l'impérialisme ont produit des analyses à même de comprendre un phénomène majeur : la guerre mondiale entre États impérialistes. Selon l'analyse de N. Boukharine, la Première Guerre mondiale n'est en rien contradictoire avec les intérêts des capitalistes européens. Au contraire, elle découle de trajectoires intrinsèques à l'accumulation capitaliste. L'accumulation, dans un système économique capitaliste, n'a pu se réaliser que par la concurrence au sein d'une même activité économique, au sein d'une même branche, au sein d'un même État.

Le développement du capitalisme industriel et commercial en Europe, au 19e siècle, et la férocité de la concurrence à l'échelle nationale ont réduit le nombre d'unité de production au sein d'une même branche pour laisser émerger de vastes trusts en situation de quasi-monopole à l'échelle de leur économie nationale. Ainsi, les plus gros capitalistes ont broyé ou absorbé les plus faibles. Quelques décennies plus tard, le même processus a été constaté au sein des banques et autres organismes du capital financier qui ont partiellement fusionné avec les intérêts des trusts industriels et commerciaux. C'est bien cette séquence de développement du capitalisme mondial qui, selon Boukharine et Lénine, amène à un État capitaliste d'une nouvelle espèce : celui de l'impérialisme.

L'impérialisme ne peut donc se définir par la seule domination des pays développés sur les pays du Sud. L'impérialisme combine la capacité de certains États à imposer leur domination militaire et les rapports concurrentiels qui s'exercent entre trusts et donc entre puissances capitalistes.

Dans un double contexte, celui d'une crise globale du capitalisme engendrant une concurrence exacerbée entre les trusts des puissances capitalistes, et celui du déclin de puissances hégémoniques (USA, France, Grande-Bretagne, etc.) concurrencées par une puissance émergente, la Chine, un nouveau conflit mondial entre puissances capitalistes est plus que jamais entré dans le champ des possibles. L'OTAN en reste un acteur majeur. Comprendre son histoire et ses trajectoires doit permettre de comprendre ce qui se joue en ce moment en Ukraine et dans différentes guerres actuelles.

L'impérialisme combine la capacité de certains États à imposer leur domination militaire et les rapports concurrentiels qui s'exercent entre trusts et donc entre puissances capitalistes.

Asseoir une domination économique au sortir de la Seconde Guerre mondiale…

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe est en grande partie ruinée et surtout, à l'image de l'Allemagne, coupée en deux. La conférence de Yalta place le nouveau partage du monde sous la domination de deux nouvelles super-puissances impérialistes concurrentes : les États-Unis et l'URSS.

Dans les années qui suivent la fin de la guerre, l'objectif des USA est de dominer les marchés européens, notamment ceux associés à la reconstruction des villes européennes par ses multinationales. L'objectif était de créer de nouveaux « marchés libres » construits autour d'entreprises commerciales et industrielles américaines. Cela s'est notamment concrétisé par le plan Marshall consistant à des prêts aux pays européens et en finançant des partis pro-américains.

Pour la France et la Grande-Bretagne, anciennes super-puissances coloniales, et reclassées en 1945 en des puissances impérialistes de second rang, leur principal intérêt est de conserver leur domination vintage et sanguinaire sur leurs aires d'influence : leurs colonies en Afrique, au Moyen-Orient et dans l'Océan Indien. À cette époque, elles se trouvent confrontées à la vivacité des mouvements indépendantistes, et redoutent que les révolutions nationales trouvent en l'URSS un allié de circonstance.

Les représentants des nations signataires du pacte de l'Atlantique à Washington le 27 janvier 1950.

De plus, ce bloc occidental s'est trouvé confronté à la course effrénée menée par le capitalisme soviétique et destinée à combler un retard en matière de développement économique… et militaire. Le capitalisme russe voit alors sa propre industrie mieux servie par le contrôle étatique des économies d'Europe de l'Est et de toute l'Asie.

Ainsi, le choc idéologique entre l'Occident et la Russie ne concernait pas la démocratie progressiste contre l'autoritarisme réactionnaire. Il représentait deux visions concurrentes de la façon dont le capitalisme mondial devait fonctionner.

… n'a pu se faire sans une alliance militaire sous l'ère du développement impérialiste

C'est dans ce contexte, en avril 1949 à Washington que 12 États européens et nord-américains ratifient le traité de l'Atlantique Nord. Dès la ratification du traité, l'OTAN contient un objectif d'assistance militaire entre les États qui le composent. L'article 5 précise :

« Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties, et en conséquence elles conviennent que, si une telle attaque se produit, chacune d'elles […] assistera la partie ou les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée, pour rétablir et assurer la sécurité dans la région de l'Atlantique Nord. »

Deux évènements majeurs renforcent son rôle de coopération militaire. Premièrement, dès l'été 1949, l'URSS accède à l'arme nucléaire. Les États-Unis s'affolent de cette nouvelle, leur capacité à imposer leur domination se trouve nécessairement concurrencée par la capacité de dissuasion nucléaire russe.

La lecture de la trajectoire qu'a pris le capitalisme et des tendances qui l'ont dominé des années 1950 jusqu'au début des années 1990 permettent de comprendre que la guerre a constamment été un moyen d'affirmer la domination impérialiste.

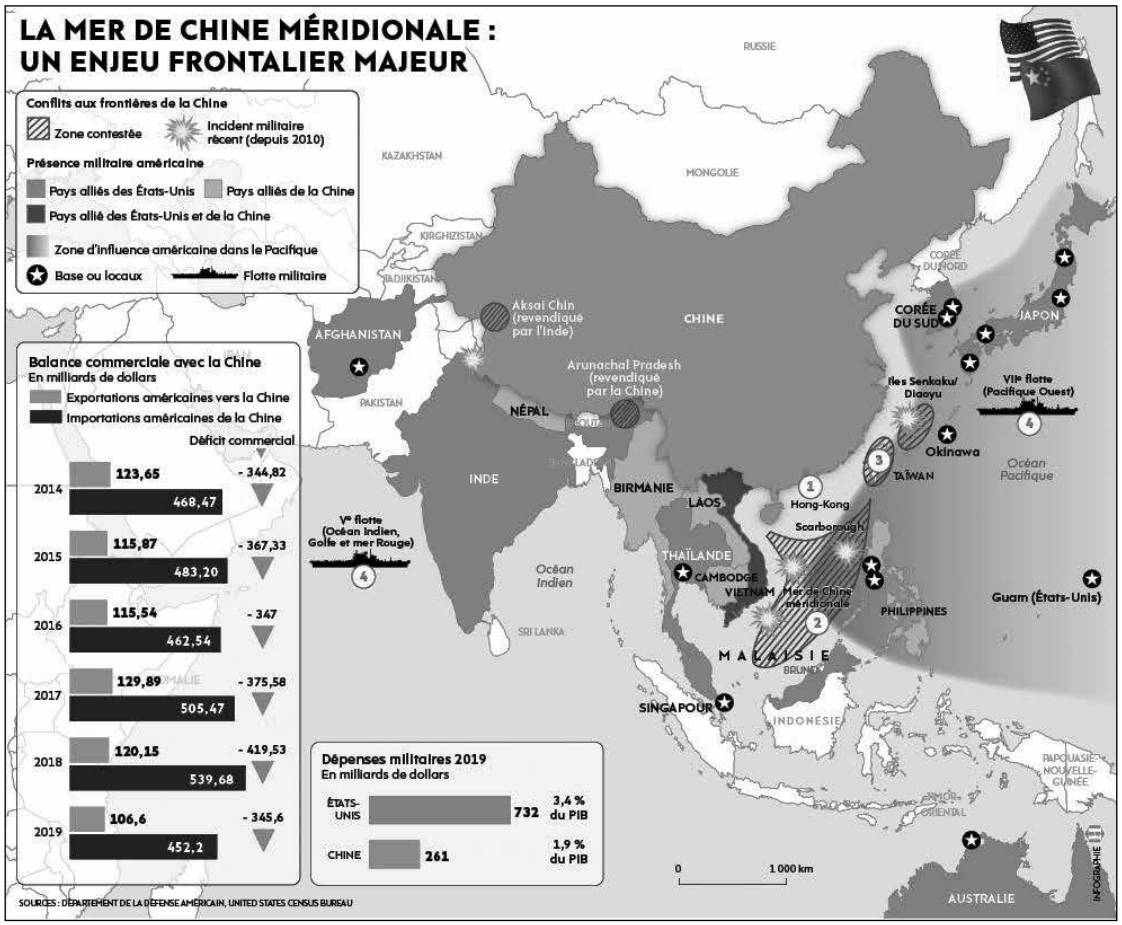
Ensuite, en 1950, surgit la guerre de Corée. C'est l'un des premiers réchauffements majeurs de la guerre froide. La Corée du Nord, soutenue par la Chine et l'URSS envahit militairement la Corée du Sud, elle-même sous contrôle américain. Durant trois années de guerre fratricide, l'URSS et le bloc occidental se mènent, déjà à l'époque, une guerre par procuration, au détriment des populations coréennes : les USA fournissent près de 300 000 soldats à la Corée du Sud, côté nord-coréen, la Chine 1,2 million d'hommes, et l'URSS de nombreux équipements militaires.

Dès le mois de décembre 1950, les 12 États membres de l'OTAN amènent le traité initial pour intégrer une force armée à l'assistance mutuelle et placer un commandement suprême au-dessus des unités nationales.

Une détente avec le doigt sur la gâchette

L'idéologie dominante situe la détente comme résultant de cet accroissement des richesses produites du côté occidental et en raison de la mort de Staline.

L'année 1953 marque en ce sens un tournant. La guerre de Corée est un désastre sur un plan humain.



2 000 000 de civils coréens, 1,2 million de soldats issus des contingents chinois et nord-coréens et 500 000 combattants des troupes occidentales sont morts. Une sorte d'équilibre des forces en résulte et implique de devoir penser la concurrence entre ces blocs par d'autres formes que par des conflits armés les opposant directement.

Ainsi, côté occidental, le général américain Mc Arthur, auteur des pires crimes de guerre en Corée, est licencié par Harry Truman. Du côté russe, la mort de Staline amène le régime à se restructurer et à envisager une détente avec le bloc occidental et les différentes tensions entre blocs deviennent l'affaire de la diplomatie.

Néanmoins, la lecture de la trajectoire qu'a pris le capitalisme et des tendances qui l'ont dominé des années 1950 jusqu'au début des années 1990 permettent de comprendre que la guerre a constamment été un moyen d'affirmer la domination impérialiste. Comme le fait remarquer le révolutionnaire britannique Chris Harman, cette détente n'estompe en rien la course à l'armement financée par une économie permanente de l'armement. « *Les dépenses militaires, dans les deux camps, atteignent des sommets sans précédent en temps de paix, jusqu'à 20 % du PIB côté américain et 40 % du côté soviétique.* »[2] Le développement de l'armement nucléaire, la croissance de l'aéronautique et la conquête spatiale demeurent des constantes durant la guerre froide et incarnent le hardpower de la concurrence inter-impérialiste.

Sans se faire la guerre mutuellement, les armées de l'OTAN et de l'URSS n'ont cessé de tenter de maintenir leur domination et leurs aires d'influence respectives sur les États en voie de développement.

Le dernier sommet de l'OTAN à Madrid en juin 2022 a ouvert la voie à davantage de morts et de destructions en Ukraine mais aussi à la menace d'une guerre plus large.

Le soutien au régime des colonels en Grèce ou l'ingérence américaine durant l'invasion impérialiste de l'Afghanistan sont autant d'exemple qui attestent que la politique de l'OTAN durant les années 1970 et 1980 a été pensée pour maintenir des régions du globe sous domination des capitaux occidentaux et plus particulièrement, américains.

Après 1991, les croisades reprennent

La chute de l'URSS et les dissensions entre puissances occidentales auraient pu amener l'OTAN à se dissoudre. Bien au contraire, l'OTAN a toujours cherché à étendre son influence. Trois politiques ont guidé les résolutions de l'OTAN depuis la fin de la guerre froide.

– Assouvir les intérêts économiques et politiques de ses principales puissances dans des États en voie de développement par des interventions et des occupations militaires. Ces politiques dictées par les USA ont généré les guerres impérialistes en Irak (1991 et 2003), en Bosnie (1999) ou en Afghanistan (2001).

– Mener une expansion vers l'est de l'Europe. L'effondrement de l'URSS laisse place à une Russie affaiblie sur un plan politique et militaire comparativement aux États-Unis. Elle n'en demeure pas moins la deuxième puissance nucléaire au début

des années 1990 et les nouveaux oligarques se sont vus disciplinés par le régime mis en place par Poutine. La reconfiguration des rapports entre l'État et les capitaux russes permettent au régime de maintenir une domination impérialiste sur certains États anciennement satellites de l'URSS. La rivalité inter-impérialiste entre l'OTAN et la Russie est la raison même de la guerre en Ukraine et des bombardements de l'Arménie par l'Azerbaïdjan.
– Faire face au développement de l'impérialisme Chinois. L'expansion des richesses produites par la Chine et son capitalisme dirigé par l'État lui permettent d'imposer une rivalité inter-impérialiste aux USA. Dès la seconde intervention en Irak, la classe dirigeante américaine désire contrôler l'ensemble des puits de pétrole alimentant l'industrie chinoise. Depuis les années Trump, l'administration américaine se livre à une guerre commerciale avec la Chine et à une intense course à l'armement. Sur un plan militaire, l'OTAN, depuis quelques années, tente de développer une alliance de seconde classe dans l'océan Pacifique. L'objectif étant d'y implanter des bases militaires et ouvrir la possibilité d'affrontement militaire avec la Chine sur des territoires donnés comme à Taïwan ou en Corée.

Chaque conflit local, en Ukraine, en Corée, à Taïwan ou dans le Caucase prend des dimensions globales en raison des ingérences des puissances impérialistes se livrant à leurs propres rivalités au détriment des peuples meurtris par les guerres.

Le dernier sommet de l'OTAN à Madrid en juin 2022 a ouvert la voie à davantage de morts et de destructions en Ukraine mais aussi à la menace d'une guerre plus large. Les dirigeants de l'OTAN ont convenu de plus d'armes pour le président ukrainien Volodymyr Zelensky, qui s'est exprimé lors du sommet. Cela signifie une intensification

Dans les années qui suivent la fin de la guerre, l'objectif des USA est de dominer les marchés européens, notamment ceux associés à la reconstruction des villes européennes par ses multinationales.

de la guerre par procuration que l'impérialisme américain et l'impérialisme russe mènent contre l'Ukraine.

Le président Joe Biden avait déjà promis que les États-Unis déverseraient du matériel militaire en Europe. Cela comprend un quartier général permanent pour le 5e corps d'armée en Pologne, 5 000 soldats supplémentaires en Roumanie et deux escadrons de F-35 en Grande-Bretagne.

Les nouveaux déploiements américains viennent s'ajouter aux 100 000 soldats qu'ils ont en Europe – qu'ils avaient déjà augmentés de 20 000 depuis l'invasion russe. Et, au-delà des États-Unis, ses alliés augmenteront le nombre de soldats en état d'alerte maximale de 40 000 à 300 000.

Lors du sommet, les dirigeants de l'OTAN ont convenu d'inviter la Finlande et la Suède, jusqu'à présent des pays officiellement neutres, à rejoindre l'alliance.

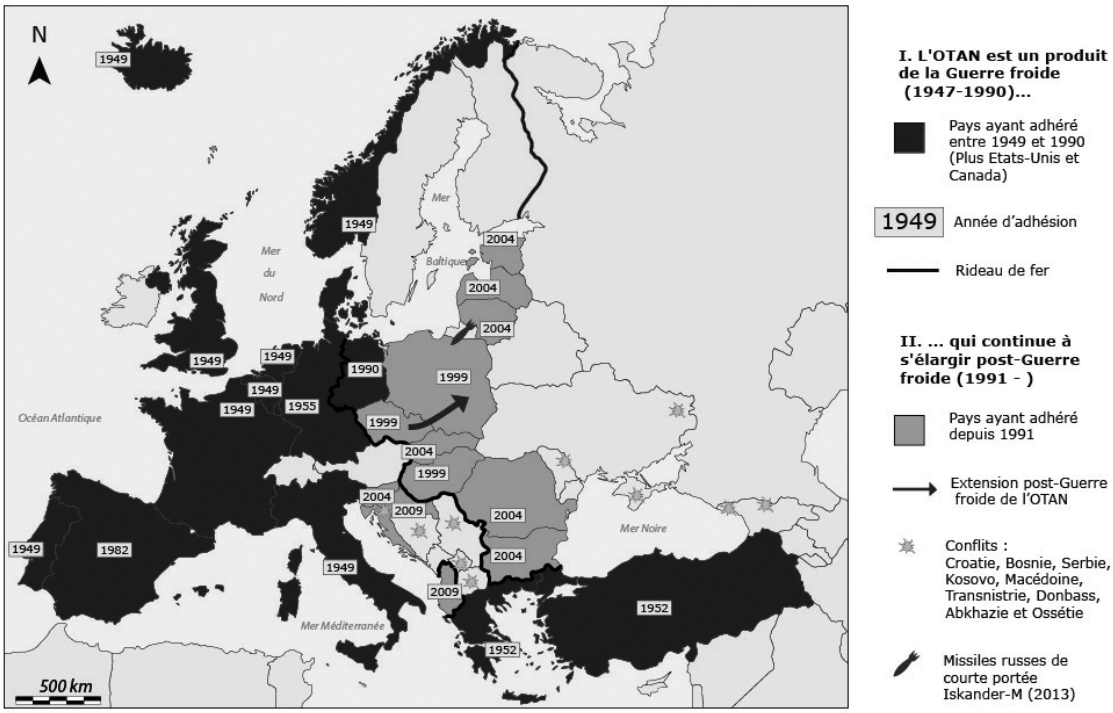
L'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN est un autre signe de la façon dont le monde est contraint à des camps impérialistes rivaux, les États-Unis, la Russie et la Chine. Ils sont armés d'armes nucléaires et s'affrontent à travers l'Europe de l'Est et l'Asie. Plus que jamais, comme le criait Karl Liebknecht, *« l'ennemi principal est à la maison »*.

GAËL BRAIBANT, MONTREUIL

1 – Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916.

2 – Chris Harman, *Une histoire populaire de l'humanité*.

Les élargissements de l'OTAN post-Guerre froide



Légende et carte conçues par Pierre Verluise, carte réalisée par Matthieu Seynaeve. © Février 2016-Seynaeve-Verluise/Diploweb.com

À LIRE ET ÉCOUTER...

ROMANS

***La Vie têtue,* Juliette Rousseau , éditions Cambourakis, collection Sorcières, 2022.**

« Dire l'amour et les violences, les faire tenir ensemble. Ne renoncer à rien, ni à parler, ni à aimer, Voilà la véritable épreuve. » (Page 75)

Cet écrit, ce sont les mots de Juliette Rousseau qui parle à sa sœur décédée. L'auteure met en lumière ce qu'il y a de commun, très souvent, dans les histoires familiales des femmes, elle dépose des mots sur les maux de plusieurs générations, de nos grands-mères, à nos sœurs, nos filles, et nous-mêmes.

Ce livre est également traversé en filigrane par le deuil, le deuil d'une sœur d'abord, puis le deuil d'un environnement rural qu'elle avait connu dans son enfance aujourd'hui bouleversé par les industries et l'agriculture industrielle.

Juliette arrive à toucher, très vite, parfois de cette émotion qu'on a du mal à décrire.

AUDE POINTIER, NANTES

***Les Dépossédés,* Ursula K. Le Guin, 1974.**

« La société odonienne était conçue comme une révolution permanente, et la révolution commençait dans l'esprit pensant ».

D'un côté des révolutionnaires anarchistes, les odonien·nes, qui ont construit une société sans classe, sans patron, sans État, ni armée, ni frontière dans laquelle les humains vivent en communauté sans mariage ni famille. Ils et elles habitent sur la lune Anarres, aux faibles ressources naturelles et au climat inhospitalier.

De l'autre, les habitant·es de la planète Urras, autour de laquelle gravite la lune Anarres et qui vivent dans des sociétés de classes dominées par le capitalisme avec ses États-nations, ses frontières, ses patrons, ses armées et, comme sur la Terre, la majorité des habitant·es y sont exploité·es et opprimé·es. Même celles et ceux qui habitent Thu, un des États-nations d'Urras, qui avaient démarré la révolution avec les odonien·nes mais ne sont pas allé·es jusqu'au bout.

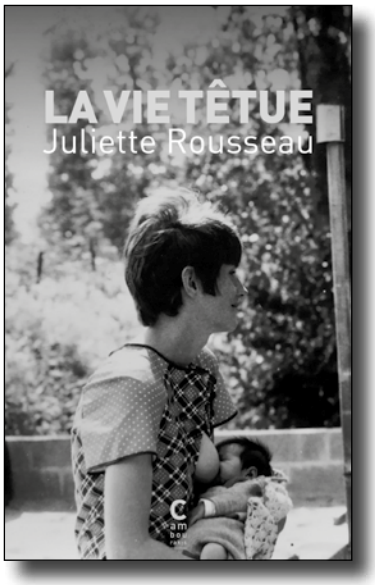
Quand l'histoire des Dépossédés démarre, les odonien·nes ont quitté Urras depuis 200 ans et Ursula K. Le Guinn propose de découvrir ces deux mondes qui ne se connaissent plus, séparés par l'espace et des murs qui entourent les stations spatiales qui les connectent. On suit les aventures d'un physicien, né sur Anarres où il a passé toute sa vie, qui va se rendre sur Urras. Il vient de faire une invention, un outil qui permet de communiquer de manière instantanée quelque soit la distance.

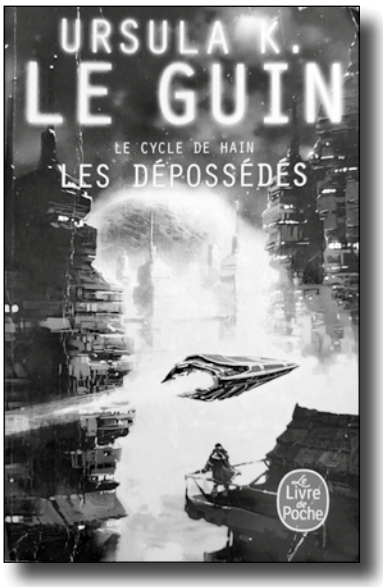
MATHIEU PASTOR, PARIS 20e

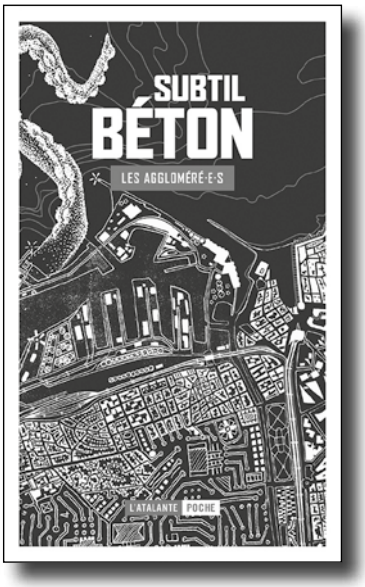
***Subtil Béton,* Les agglomeré·e·s (collectif), éditions l'Atalante, 2022 (subtilbeton.org)**

L'insurrection de 2037 a été vaincue, la répression entraine la grande Dispersion. Il faut maintenir l'espoir et reconstruire la confiance en la possibilité de changer le monde pour relancer le mouvement social. Construit à partir des travaux d'un atelier d'écriture itinérant, féministe en non mixité meufs-gouines-trans, *Subtil Béton* est un roman d'anticipation militant, féministe, qui posent des questionnements qui parcourent nos luttes actuelles et invente une écriture collective et non viriliste.

THOMAS, BOBIGNY



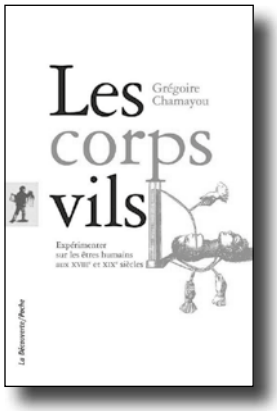




ESSAIS

Penser le monde contemporain avec Grégoire Chamayou

Philosophe et éditeur de la collection Zone à la Découverte, les ouvrages de Grégoire Chamayou nous aident à comprendre le monde contemporain. Après une sorte de trilogie, initiée par son premier livre, issue de sa thèse, *Les Corps vils*. Expérimenter sur les êtres humains aux XVIIIe siècle et XIXe siècle, (La Découverte, 2008), et poursuivie par ses deux ouvrages suivant (*Les chasses à l'homme* et *Théorie du Drone*, à La Fabrique en 2010 et 2013) dont le thème central, qui parcourt ces 3 essais, est celui de l'exclusion d'une partie des humain·es de l'humanité même et la création d'une humanité à deux vitesse, les deux derniers livres de Grégoire Chamayou (*La Société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, La Fabrique éditions, 2018 et *Du libéralisme autoritaire*. Carl Schmitt, Hermann Heller, traduction, présentation et notes de Grégoire Chamayou, Zones, 2020) s'intéressent aux théorisations qui vont conduire à la mise en place du libéralisme autoritaire. Appuyés sur une méthodologie qui emprunte à la fois à Foucault (la généalogie) et à Canguilhem (traiter en philosophe des sources extérieures à la discipline) et armés de solides références marxistes, les écrits de Grégoire Chamayou s'avèrent indispensables pour penser la période actuelle.

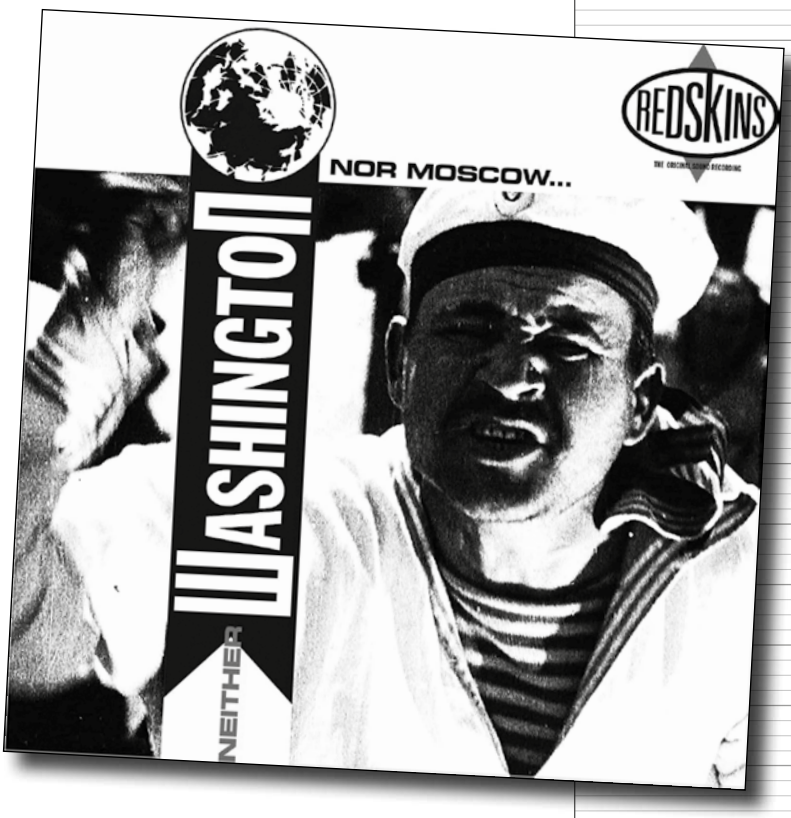


THOMAS, BOBIGNY

CD

***Neither Washington nor Moscow...*, Redskins, London music, 1986**

London music a eu la bonne idée de rééditer le premier, seul et cultissime album des Redskins, originellement sorti en 1986. Composé de militants du Socialist Worker Party britannique, Redskins affiche clairement la couleur (Rouge, évidemment) dès la superbe pochette, un marin Bolchevik en photo principale, barré par le célèbre slogan de International Socialism Tendancy : Ni Washington ni Moscou ... Mais le Socialisme international ! Les titres et les paroles des 12 titres sont dans la même veine : *Kick over the statues* (détruit les statues !), *It can be done* (on peut le faire), *Go get organized* (va t'organiser),.... et respirent le soutient à la grève des mineurs. En même temps un peu normal quand Tony Cliff (fondateur du SWP) est crédité à la « bootleg propaganda » ! Côté musique, on a à faire à de la Power Soul (de la soul matinée de punk rock) du meilleur effet que certain ont qualifié de « Modern Soul Classic » !



THOMAS, BOBIGNY

A2C AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :
– des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
– la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18e et le 20e arrondissement, à Montreuil, à Rennes et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous parait primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore – évidemment –aujourd'hui. Des moments où une partie importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu·es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.
La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait.
Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

39e WEEKEND A2C LES 14 ET 15 JANVIER 2023

Élaborer ensemble pour ne pas laisser à d'autres, souvent extérieur·e·s aux luttes, la théorisation de nos pratiques : le 39e weekend de formations et de débats organisé par A2C aura lieu à Paris les 14 et 15 janvier prochains.

Le lieu et le programme détaillé du weekend seront communiqués sur notre site. Le weekend est ouvert à toute personne curieuse, enthousiaste, motivée par le programme, faites-nous signe !

PRÉSENTATION DES CAHIERS D'A2C #05 MARDI 29 NOVEMBRE 2022 À RENNES

A2C-Rennes organise une réunion publique pour présenter le dernier numéro des Cahiers, à 18h au café associatif Les Références électriques, 4 place du Souvenir à Rennes !

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

05

NOVEMBRE 2022

DE LA CONFIANCE – EN NOUS – ET DE LA PUISSANCE – POUR NOUS !
SOLEN FERRANDON-BESCOND (RENNES)

ASSEMBLÉE ANTIFASCISTE DE MARSEILLE : UNE EXPÉRIENCE VITALE
PROPOS RECUEILLIS PAR KIM ATTIMON (RENNES)

LUTTER CONTRE LE RACISME, UNE NÉCESSITÉ POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES !
AGATHE ARGHYRIS (IVRY-SUR-SEINE)

FRONT POPULAIRE ET ANTIFASCISME DE MASSE : QUAND VAINCRE LE FASCISME DEVINT POSSIBLE
DENIS GODARD (PARIS 20e)

COMMENT FAIRE FACE AU DANGER FASCISTE ? L'EXEMPLE DE KEERFA
KIM ATTIMON ET SOLEN FERRANDON-BESCOND (RENNES)

SYSTÈME PÉNAL, UN DÉBAT FÉMINISTE
DANIELA LIMA (TOULOUSE)

FACE AUX AGRESSIONS SEXISTES ET SEXUELLES AU SEIN DE NOTRE CAMP, GARDONS LA BOUSSOLE DE L'AUTONOMIE DE NOTRE CLASSE !

L'OTAN, OU LE TRAIT D'UNION D'UNE GUERRE MONDIALE À UNE AUTRE ?
GAËL BRAIBANT (MONTREUIL)

À LIRE ET ÉCOUTER...
AUDE POINTIER (NANTES), MATHIEU PASTOR (PARIS 20e) ET THOMAS (BOBIGNY)

AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?
A2C

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX LIBRE (PRIX DE REVIENT 2,5 EUROS)